

# **Registre des délibérations - décisions**

## **TOME III**

**SEANCE PUBLIQUE DU :**

**Lundi 23 juillet 2012**

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 23/08/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du**

D'autre part,

**L'association « ASSOCIATION JEUNES PHOBOS PAILLADE NORD » dûment représentée par son président en exercice, Monsieur HADDADI Haouari, ci-après désigné le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Terrain les Tritons  
Les Hauts de Montpellier  
34080 MONTPELLIER

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 58 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

## **Article 2 : Durée**

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du                      au

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

## **Article 3 : Redevance**

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 4 640 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 4 605 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

## **Article 4 : Obligations**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

## **Article 5 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du**

D'autre part,

**L'association CROIX D'ARGENT BASKET dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Jean-Marc DIDA, ci-après désigné le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Rue du Mas de Lemasson  
Gymnase R. Couderc  
34000 MONTPELLIER

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 20 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.



### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du**

D'autre part,

**L'association « ASSOCIATION des PRESIDENTS du Secteur MONTPELLIER VILLE » dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Jean Louis SALAGER, ci-après désigné le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Boulodrome Bernard GASSET  
Avenue Maurice PLANES  
34070 MONTPELLIER

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie totale de 22,96 m<sup>2</sup> comprennent, un bureau de 15,70 m<sup>2</sup> et un local de 7,26 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

## **Article 2 : Durée**

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du                      au

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

## **Article 3 : Redevance**

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2 525,60 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 2 490,60 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

## **Article 4 : Obligations**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

## **Article 5 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du**

D'autre part,

**L'association ASPTT Football dûment représentée par sa présidente en exercice, Monsieur Mickaël URIGNON, ci-après désigné le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Complexe Sportif Léon CAZAL  
237, Route de Vauguières  
34000 MONTPELLIER

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 28 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

## **Article 2 : Durée**

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

## **Article 3 : Redevance**

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 3 080 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 3 045.00 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

## **Article 4 : Obligations**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

## **Article 5 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du**

D'autre part,

**L'association AEROCLUB DE L'HERAULT dûment représentée par son président en exercice, Monsieur GAUDET Alain, ci-après désigné le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Maison du lez  
Allée Alegria Beracasa  
34000 MONTPELLIER

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 12 m<sup>2</sup>.

Les lieux mis à disposition sont en occupation conjointe avec l'association Les Chevaliers de la Gaule et l'association Agglomération de Montpellier Sports D'orientation 34.

Et des locaux communs aux six associations utilisatrices d'une superficie totale de 1556 m<sup>2</sup> (salle polyvalente, accueil, dégagement, vestiaires, sanitaires, rangement).

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

## **Article 2 : Durée**

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

## **Article 3 : Redevance**

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1 320 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 1 285 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

## **Article 4 : Obligations**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

## **Article 5 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du**

D'autre part,

**L'association ASTAC, dûment représentée par son président en exercice, Monsieur David SIHABOUTH, ci-après désigné le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Rue Bourvil  
Stade Gil Fayard  
34070 MONTPELLIER

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 60 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

## **Article 2 : Durée**

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

## **Article 3 : Redevance**

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 5 400 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 5 365 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

## **Article 4 : Obligations**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

## **Article 5 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

# CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du**

D'autre part,

**L'association FC Petit Bard dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Jean-Damien CASTANIER, ci-après désigné le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

1184, Rue Paul Rimbaud  
BP 7223  
34080 MONTPELLIER

## **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 20 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

## **Article 2 : Durée**

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du                      au

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

## **Article 3 : Redevance**

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1 800 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 1 765 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

## **Article 4 : Obligations**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

## **Article 5 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du**

D'autre part,

**L'association CROIX D'ARGENT PETANQUE dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Christian PORTAL, ci-après désigné le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Rue Marcel Paul  
34070 MONTPELLIER

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 60 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

## **Article 2 : Durée**

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_  
La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

## **Article 3 : Redevance**

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 6 000 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 5 965 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

## **Article 4 : Obligations**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

## **Article 5 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du**

D'autre part,

**L'association ENTENTE SPORTIVE BOULISTE de MONTPELLIER dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Roger HUGUET, ci-après désigné le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Boulodrome Bernard GASSET  
122, Avenue Maurice Planès  
34070 MONTPELLIER

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 16,50 m<sup>2</sup> comprennent, un bureau d'une superficie de 15,50 m<sup>2</sup> et un local à matériel de 10 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.



### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du**

D'autre part,

**L'association AUTO MODELISME OCCITAN, dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Patrick ALEXANDRE, ci-après désigné le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Complexe sportif Grammont  
Avenue Albert Einstein  
34070 MONTPELLIER

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 80 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

## **Article 2 : Durée**

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

## **Article 3 : Redevance**

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 7 200 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 7 165 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

## **Article 4 : Obligations**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

## **Article 5 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du**

D'autre part,

**L'association La Boule Catalane Gély - Figuerolles, dûment représentée par son président en exercice, Monsieur David HERNANDEZ, ci-après désigné le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Rue Commune Clôture  
34070 MONTPELLIER

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 66 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

## **Article 2 : Durée**

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

## **Article 3 : Redevance**

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 6 000 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 5 965 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

## **Article 4 : Obligations**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

## **Article 5 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du**

D'autre part,

**L'association CLAPAS PETANQUE BOULISTE dûment représentée par son président en exercice, Monsieur André BOUTIERES, ci-après désigné le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Place du Père louis  
Avenue du Pirée  
34000 MONTPELLIER

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 40 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

## **Article 2 : Durée**

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du                      au

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

## **Article 3 : Redevance**

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 4 000 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 3 965 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

## **Article 4 : Obligations**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

## **Article 5 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du**

D'autre part,

**L'association ATTITUDE dûment représentée par sa présidente en exercice, Madame Jacqueline RAYMOND, ci-après désignée le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Avenue Albert Einstein  
Skate Park  
Domaine de Grammont  
34000 MONTPELLIER

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 23 m<sup>2</sup>, comprennent un local, une buvette et des toilettes.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.



### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

La Présidente de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du**

D'autre part,

**L'association JEAN MONNET ANTIGONE PETANQUE dûment représentée par sa présidente en exercice, Madame Ginette SOLER, ci-après désignée le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Maison Pour Tous VOLTAIRE  
1, Square Jean Monnet  
34070 MONTPELLIER

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 30 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

### **Article 2 : Durée**

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du                      au

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

### **Article 3 : Redevance**

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 3 000 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 2 965 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

### **Article 4 : Obligations**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

### **Article 5 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

### **Article 6 : Transmission de la convention d'occupation**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le

Madame Le MAIRE,  
Hélène MANDROUX

La Présidente de l'Association,

Conditions acceptées  
(Cachet de l'association)

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salles à titre gratuit

Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est proposé aujourd'hui de se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité. A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2012/2013, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 88 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 27 827 €.

Les associations concernées sont : Balthazar ,Sphère Oblik, Génération des Hauts de Massane, Familles rurales, Tao Chi, Association Anadolu ,Les Oudlers Montpelliérains, Association Rencontre, Andi SD, Dragons Team, 34 Beloté Montpelliérain, On passe à l'acte, Rirôli, Handicap service, Asmoune, IREPS Santé, Convergences 34 Tramontane ,CAMAP,EUROGRECE, du Papyrus au parchemin , AGIISCE, PYRAMIDE, APIEU, Club Franco-Polonais, Appel du geste, Actuel, CPNCM, CIDF, Big band de Montpellier, TAC, Club Cévenol, Compagnie du capitaine , Arts et éveil, Ivy smash dream, DSD, gym volontaire des Cévennes, La ligue de l'enseignement pour "lire et faire lire», Haingo, Roolschool, Gospel good news 34, Africatala, Amélie 2 ailes, Strat'j'm Sud, Via Voltaire, APC, Comité de quartier St Clément, CDAD - conseil départemental de l'accès aux droits, CIDFF - centre d'information des droits de la femme et de la famille, Compagnie du Pas'sage, CLCV, COMIDER, DEVENET, ESSOR, Héraultl Sport, Jitakyoe judo 34, La détente, MLJAM, Montpellier Scrabble, NOUAS, Petits Débrouillards, Question pour un champion, Centre d'animation culturel des Saint François, La huerta libre, O Také, Remedy, Femmes actives , Association Vivre Ensemble dans le quartier des Cévennes, CALLIGRAPHIE, LLL Languedoc Allaitement ,Ensemble Vocal de Montpellier, FANFAR'OV, Fanfare des Kadors , Rire, Les Voix Lactées, UT RESONARE, Orchestre de chambre, Tiens bon la barre, Association de Solidarité avec les Travailleurs Migrants, Association APAJ (accompagnement de parcours adultes et jeunes), Compagnons bâtisseurs, Association Tutélaire de gestion, A Tout Théâtre, La Croix Rouge, SOMIS,BGE Montpellier, Raiponce, Association Mas des moulins

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 49 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 13570 €.

Les associations concernées sont : Jumeaux et plus 34, Comité de Quartier Pasquier DON BOSCO, Danse Evasion, Calor danse, Kamala , AEEMA, R2RUE, APEMA, Groupe d'Entrainement à la Relation Educative, La Jabera , Association ANADOLU, Association Envie, Association Contact, Secours populaire Français, Société Protectrice Animaux, Trisomie 21, Ecole de judo, Racing club Lemasson, Tiens bon la barre, Les Oudlers Montpelliérains, Association symphonique de Montpellier, Comité de quartier Lemasson –Tastavin, «Comité de quartier de la Croix d'Argent», Justice Hirondelle, Partage Hérault ,Conseil consultatif Hôpitaux Facultés, Comité de quartier à l'Ecoute St Martin, Jazz à tous les étages, Association Unité danse et théâtre Jonathan, APC, Cie Intermezzo, CLCV, Comité de quartier Saint Clément, Essor ,Face Hérault, Foot Ball Club du Petit Bard, Ligue de l'enseignement de l'Hérault, Montpellier Scrabble, Question pour un champion, Raiponce, UFOLEP, Association de quartier Beaux-Arts Pierre Rouge , Ecohabitons, Difed , LPO Ligue pour la Protection des Oiseaux, Swingjammerz, Faso-savoirs, Diapason Flamenco, The Five Wookies

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

#### **En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 24/07/2012**

664



# Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux annuelle

Maison pour tous :		Georges-Brassens	Pour la période de :	sept 2012 à juin 2013			
Pour Conseil municipal du:		***					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	BALTHAZAR	Ecole de cirque	initiation au cirque pour les enfants scolarisé sur les hauts de massane		mardi de 17h30 à 19h	1h et 20 personnes incluses	190
	SPHERE OBLIK	Création artistique par le biais de la pratique des arts plastiques	Initiation à l'art avec des objets de récupération		mercredi 17h30 à 19h	1h30 et 10 personnes incluses	140
	GENERATIONS DES HAUTS DE MASSANE	Développement des activités culturelles et sportives féminines	Gymnastiques		lundi de 15h30 à 17h mardi et jeudi de 14h30 à 16h	1/2 journée et 10 personnes incluses (235h)	245
Maison pour tous :		Jean-Pierre-Caillens					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Familles rurales	répondre aux besoins des familles, les accompagner dans leur mission d'éducation	Lieu Accueil Enfant Parent gestion et animation de "L'aile et la plume"	cas particulier pour la tarification	Mardi , mercredi et vendredi de 9h à 12h		2117
	Tao Chi		Entraînement des professeurs		Samedi de 18H30 à 20H30	2h et 10 personnes incluses	165
Maison pour tous :		Albert-Camus					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association ANADOLU	échange culturelle de turquie	Assemblée générale de l'association		Vendredi de 18h à 20h	2h et 20 personnes incluses	220

	Les Oudlers Montpelliérains	Tarot	Rencontre/atelier Tarot	Animateur bénévole Atelier peu onéreux pour les adhérents (25€/an)	Jeudi de 20h30 à 23h	1/2 journée et 20 personnes incluses	300
	Association Rencontre	échanges et gouters pour personnes âgées	Atelier de rencontre personnes âgées	Personnes bénévoles Atelier peu onéreux pour les adhérents (17€/an)	1 jeudi/2 de 14h à 17h	1/2 journée et + de 30 personnes incluses	350
	Handi SD	ateliers d'insertion handicapés	Atelier artistique customisation pour handicapés		Mercredi de 14h30 à 16h30	2h et 20 personnes incluses	220
Maison pour tous :		Michel-Colucci					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	<b>DRAGONS TEAM</b>	Apprentissage des techniques sportives selon l'âge et le niveau. Pratique sportive comme levier social.	Sport (Taekwondo)	Partenariat sur les manifestations et la vie de la Mpt.	lundi 2,5h - mardi 2,5h mercredi 7h vendredi 3h - samedi 2h	17h	1015
	<b>DRAGONS TEAM</b>	Apprentissage des techniques sportives selon l'âge et le niveau. Pratique sportive comme levier social.	Sport (Taekwondo)	Partenariat sur les manifestations et la vie de la Mpt.	1 we /mois x 10 mois (septembre à juin) 220€ x 10		2200
Maison pour tous :		Marie-Curie					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	34 Beloté montpelliérain	Promotion des jeux de belote	Initiation et tournoies de belote dans le quartier		19h à 23h le jeudi et 14h à 19h le samedi . Périodes scolaires .	1/2 journée et 20 personnes incluses	300
	On passe a l'acte	Faire connaitre et émerger les énergies citoyennes	permanences d'accueil		18h à 19h30 le jeudi Périodes scolaires	1h30 et 10 personnes incluses	140
	Rirôli	Animations clownesque dans les hopitaux et sur les actions du quartier de celleneuve	Permanences et interventions sur Montpellier		18h à 20h30 le lundi Périodes scolaires	2h et 10 personnes incluses	165

47

	Handicap service	Accueil d'handicapés rencontrant des difficultés	permanence et orientation		14h30 à 16h30 le jeudi Périodes scolaires	2h et 10 personnes incluses	165
Maison pour tous :		Léo-Lagrange					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ASMOUNE	Formation Professionnelle	Passage de l'examen de français pour la nationalisation : DILF	huit 1/2 journées dans l'année	8h30 à 12h30	1h et 10 personnes incluses	110 €
	IREPS Santé	Aidé le public en précarité à mieux vivre avec son diabète	Activités d'information et physiques adaptées aux personnes diabétiques	32 séances	14h - 17h	1/2 journée et 20 personnes incluses	300 €
Maison pour tous :		Mélina-Mercouri					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	CONVERGENCES 34 TRAMONTANE		Actions collectives avec les habitants du quartier Montaubérou	Action sociale (activité pour les femmes gitanes, ouverture vers l'extérieur) Permanence aide administrative	jeudi de 14h à 17h et permanence le mardi de 14h à 16h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245
	CAMAP		Atelier vidéo numérique	Adhésion symbolique Pas de tarif à l'année Partenariat avec la MPT	1 mardi sur 2 de 20h30 à 22h30	1h et 10 personnes incluses	110
	EUROGRECE		Atelier chant, cours de langue et danse grecque	Cotisation de 30€ par an Animés par des intevenants bénévoles Partenaire de la MPT	jeudi de 18h30 à 21h30 jeudi de 19h30 à 20h30 mercredi de 14h à 17h	1/2 journée et + de 30 personnes incluses	430
	DU PAPYRUS AU PARCHEMIN		Atelier de calligraphie	Faible participation (10€ pour le matériel) Participation au projet de la MPT	1 samedi par mois de 14h30 à 16h30	1h et 10 personnes incluses	110
	Association AGIISCE		Lutte contre l'illettrisme cours de couture aux femmes de la communauté gitane	Action sociale et partenariat MPT	mardi de 14h à 17h	2h et 10 personnes incluses	165
	PYRAMIDE		jeu "pyramide"	Faible cotisation adhérents	jeudi de 14 à 16h	2h et 10 personnes incluses	165

	APIEU	Sensibilisation à l'environnement	Action favorable à la biodiversité	Projet classe de ville projet jardin et handicap (un carré à l'année)	1/2 journée toute les 2 semaines les lundi ou jeudi	2h et 10 personnes incluses	165
	CLUB FRANCO-POLONAIS		Cours de langue polonaise	15€/an Partenariat MPT	lundi de 18h30 à 20h	1h30 et 10 personnes incluses	140
	APPEL DU GESTE ACTUEL		Atelier de danse et d'expression corporelle pour personnes valides et handicapées	Action solidaire avec petit groupe de personnes handicapées	1 vendredi sur 2 de 15h15 à 17h15	1h et 10 personnes incluses	110
<b>Maison pour tous :</b>		<b>Marcel-Pagnol</b>					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	CPNCM	philatelie	atelier philatelique	salle pomponette	dimanche de 10 à 12h	2h et 20 personnes incluses	220
	CIDF	droit des femmes	permanences conseillere familiale	salle marius	3eme jeudi du mois	1h et 10 personnes incluses	110
	Big band de montpellier	musique jazz	formation bénévole jazz	salle cesar	jeudi de 20 à 22h00	2h et 20 personnes incluses	220
<b>Maison pour tous :</b>		<b>Joseph-Ricôme</b>					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	TAC	Théâtre amateur jouant pour des maisons de retraites et pour des œuvres caritatives avec des comédiens n'ayant jamais pratiqués	Troupe de théâtre de 9 comédiens et 3 dirigeant jouant gratuitement et formant de futur adeptes des planches pour leur plaisir et leur épanouissement social et intellectuel	Gratuit pour tous	Mercredi de 19h à 22h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245
	CLUB CEVENOL	Faire connaître les beautés naturelles de la région ainsi que ses richesses archéologique qui s'y attachent	Randonnée pedestre		Mercredi de 15h à 17h	2h et 10 personnes incluses	165
	CIE DU CAPITAINE	favoriser l'apprentissage du théâtre d'improvisation auprès d'un public amateurs	perfectionnement au théâtre d'improvisation en petit groupe	Gratuit pour tous	mardi de 19h à 20h30	1h30 et 10 personnes incluses	140

Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Arts et éveil	éveil de la petite enfance à travers le monde artistique	ateliers d'éveil artistique avec les moins de 3 ans et leur parent ou assistante maternelle	atelier gratuit pour les adhérents aux maisons pour tous - une participation au frais de matériels	mardi et jeudi de 9h30/10h30	2h et 10 personnes incluses	165 €
	Ivy smash dream	découverte et promotion du Hip Hop	répétitions de danses Hip-Hop en vue de la création d'un spectacle	Association en cours de création (Junior association) avec 20 jeunes âgés de 13 à 19 ans - projet soutenu par le PIJ de la Mpt	Mercredi 17h/18h30	1h30 et 30 personnes incluses	245 €
	DSD	développement solidaire et durable	atelier d'écriture pour les habitants de Malbosc afin de retranscrire une histoire du quartier, une mémoire commune de ce nouveau quartier de la ville	Atelier gratuit pour les abonnés des Maisons pour tous, participation forfaitaire pour le matériel	jeudi 19h/22h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	gym volontaire des Cévennes	favoriser tous les milieux sociaux, l'épanouissement de chacun par la pratique d'activités physiques	gym pilate	nouvelle activité sur la structure, l'association a besoin d'investir dans du matériels de sport spécifiques et demande la gratuité pour la 1ère année	mardi de 15h/16h	1h et 20 personnes incluses	165 €
	La ligue de l'enseignement pour "lire et faire lire"	contribution au progrès de l'éducation	lecture de livres aux tous-petits	atelier gratuit pour les enfants adhérents aux maisons pour tous	mercredi 11h à 12h	1h et 10 personnes incluses	110 €
	Haingo	sensibilisation, formation et promotion de la musique	atelier d'éveil musical, d'éveil musicale numérique, de cours de chant, et de solfège	jeune artiste qui tente de se professionnaliser. En échange, elle propose un concert à titre gratuit.	mercredi 9h/10h - 10h/11h - 11h/12h - 16h/17h et 17h/18h	1/2 journée et 10 personnes incluses (2à5h)	245 €

	Rooolschool	Découverte et promotion du roller	atelier de roller	jeune association qui propose son atelier en extérieur uniquement et qui doit investir dans du matériel spécifique.	mercredi 17h/18h30	1h30 et 10 personnes incluses	140 €
	Gospel good news 34	promouvoir le gospel au travers de sessions d'initiation et de perfectionnement	atelier de chants	atelier proposé à un tarif ne prenant en compte que les frais de l'association. Un concert à titre gratuit sera programmé pendant la saison 2012-2013	mercredi 20h/23h	1/2 journée et + de 30 personnes incluses	430 €
	Africatala	développer la culture africaine en participant à des manifestations culturelles	atelier de danses africaines	atelier nécessitant 3 percussionnistes et 1 prof de danse - gratuité pour les aider dans leur projet - cette association participe à de nombreuses manifestations du quartier, bénévollement	mercredi 17h30/18h30 et 18h30/20h	1/2 journée et 20 personnes incluses	300 €
	Amélie 2 ailes	faire découvrir la comédie musicale à travers un répertoire varié, un travail technique ludique.	atelier de comédie musicale	Proposition d'offrir une prestation de comédie musicale avec une quinzaine d'artistes pour une programmation sur la maison pour tous.	samedi de 10h/12h et de 12h/15h30	1/2 journée et 20 personnes incluses	300 €
<b>Maison pour tous :</b>		<b>Albertine Sarrazin</b>					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Strat'j'm Sud	Jeux stratégie	Atelier jeux		14h00-17h00	1/2 journée et 20 personnes incluses	245
	Via Voltaire Interface	Soutien psycho social	Accompagnement recherche emploi		14h00-16h00	2h et 10 personnes incluses	165
<b>Maison pour tous :</b>		<b>François-Villon</b>					

N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	APC	Promouvoir une citoyenneté active, renforcer le Collectif de la MEF, contribuer à améliorer l'image du quartier, devenir un interlocuteur auprès des pouvoirs publics	cuisine pour femmes du quartier.		lundi 9h30 11h30	2h et 10 personnes incluses	165
	Comité de quartier St Clément	Favoriser les échanges entre les habitants du quartier Saint Clément	Accueil et permanence des assistantes maternelles du quartier St Clément	Regroupement des Ass mat du quartier St Clément pour de l'animation collective avec les enfants- suivi par le RAM	mardi 9h 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (2à5h)	245
	CDAD - conseil départemental de l'accès aux droits		Permanence d'avocats,	Conseil avocat gratuit Projet financé Cucs dans le cadre du pôle de la cohésion sociale (points d'accès aux droits)	1 lundi par mois de 9h à 12h	1h et 10 personnes incluses	110
	CIDFF - centre d'information des droits de la femme et de la famille	Créer, animer et gérer des outils d'information et de formation permettant de donner à la femme les moyens d'exercer ses droits à partir de ses propres choix, et en relation avec les autres associations de même nature	permanence juridique en direction des femmes et des familles	Conseil juridique gratuit Projet financé Cucs dans le cadre du pôle de la cohésion sociale (points d'accès aux droits) partenariat CDAD	1er et 3ie jeudi du mois de 14h à 17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245
	Compagnie du Pas'sage	Promotion des arts dramatiques / cours de théâtre enfants ados	Ateliers théâtre à direction des jeunes en soutien scolaire de l'association ESSOR		mercredi de 16h à 18h	2h et 20 personnes incluses	220
	CLCV	Organisation des usagers du cadre de vie pour la défense de leurs intérêts et la promotion de leurs droits	Permanence juridique logement en direction des habitants du Petit Bard "Pergola	Conseil juridique gratuit Projet financé Cucs dans le cadre de la rénovation urbaine	jeudi de 9h à 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (2à5h)	245
	COMIDER	Apporter bénévolement aide et assistance à toute personne physique ou morale, publique ou privée, de la Région Languedoc Roussillon, ayant une activité sociale, économique, culturelle, d'enseignement ou de formation.	Aides aux devoirs lycéens		Périodes scolaires : Mercredi 17h30 19h Samedi 9h 12h Vacances scolaires Lundi, jeudi, samedi 9h 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245

	DEVENET	Promotion du développement des outils internet et informatique	atelier initiation informatique	Initiation informatique pour public quartier en alphabétisation mixé au grand public montpelliérain.	jeudi de 14h à 17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (235h)	245
	ESSOR	tutorat des jeunes en bute à des difficultés d'ordre social et manifestant au plan scolaire	projet d'initiation sportive au profit des jeunes adolescentes vivant dans le quartier du Petit Bard		samedi 10h 12h	2h et 10 personnes incluses	165
	Hérault Sport		Cours de gym femmes dans le cadre des ADDSS	à destination du public féminin membre de l'association APC	mercredi de 10h à 12h vendredi 14h 16h	2h et 10 personnes incluses	245
	Jitakyoé judo 34	pratique du judo	atelier judo	les ateliers sont à destination des jeunes du quartier à des tarifs sociaux (70€)	mercredi de 10h à 12h	2h et 10 personnes incluses	165
	La détente	Promouvoir les activités issues du développement social, touristique, sportif et culturel.	Atelier poterie couture	Atelier gratuit et ouvert aux femmes en apprentissage du français	lundi et jeudi de 14h à 17h vendredi de 14h à 17h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455
	MLJAM	insertion sociale et professionnelle des jeunes de l'agglomération de Montpellier	permanence insertion sociale et professionnelle	à destination des jeunes des Cevennes	mardi 14h 17h mercredi 9h 12h - 14h 17h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455
	Montpellier Scrabble	Promotion du jeu du scrabble	Pratique du jeu scrabble	Tarif très abordable de 20€ à 60€ par usagers + carte mpt Occupation occasionnelle de la salle le vendredi soir (1 fois par mois) Ont organisé le tournoi national de scrabble 2011 à Montpellier Ne font pas de demande de subvention à la ville	Lundi : 20h30 23h Mardi 14h 18h Jeudi 14h 18h Samedi 14h 18h	15h	635
	NOUAS	Prévention sociale et insertion socio professionnelle par la médiation	Organisation et participation tournoi		lundi, mardi et jeudi de 17h à 18h45	Tarification 1 journée (6 à 10h)	245
	Petits Débrouillards	Favoriser essentiellement auprès des jeunes l'intérêt, la pratique et la connaissance des sciences et des techniques	activités scientifiques pour enfants du quartier du PB	tarif social pratiqué 30€ l'année	mercredi de 15h à 16h30	1h30 et 10 personnes incluses	140
	Question pour un champion	Promotion du jeu	Pratique du jeu	Tarif très abordable pour les usagers : 37€ + carte mpt	lundi 14h 18h Mercredi 14h 17h Vendredi 19h 23h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455
Maison pour tous :		Voltaire					

N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	<b>CENTRE D'ANIMATION CULTUREL DES ST FRANÇOIS (CAC St François)</b>	Aider tout organisme ou groupement exerçant une activité culturelle, éducative ou sociale	Conférences		10 demi journées dans l'année, soit 1 demi-journée par mois	1h et 20 personnes incluses	165
	<b>La huerta libre</b>	Sensibilisation à l'environnement	Ateliers de jardinage urbain et land art		Mercredi de 10h à 12h	2h et 10 personnes incluses	165
	<b>O Také</b>	Théâtre improvisation Cie improspectus	Soirées d'improvisation et festival d'impro (en projet)		12 demi journées dans l'année et 3 jours pour le festival (non déterminées à ce jour)	1/2 journée et + de 30 personnes incluses	220
<b>Maison pour tous :</b>		<b>Albert-Dubout</b>					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Remedya Denis Courtois 73 allée Kléber 34000 Montpellier (0614020890)	Accompagnement pédagogique, l'éducation et la formation. cette association permet à un public en difficulté de recevoir les acquisitions fondamentales et de participer à des activités ludo-éducatives	Stages	Carte adhésion	un weekend par mois	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455
	Femmes actives Claudine VERGAERT Chez Mme Eghelf Impasse Philippe de Chapaigne n°91 Bat 6 Appt 606 34090 Montpellier Tel : 04 67 40 69 03 06 32 73 39 30	Association ayant pour but de promouvoir le développement par l'utilisation des outils informatiques et numériques	Réunions mensuelles	Pas de carte d'adhésion	2 réunions par mois	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245

Maison pour tous :		Fanfonne-Guillierme					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	A.V.E.C Association Vivre Ensemble dans le quartier des Cévennes	Développer le vivre ensemble dans le quartier.	Apprentissage de la langue	Action Sociale Adhésions à l'association Cours gratuits 2 salles utilisées	Lundi & mardi 9h30-11h30 Jeudi & vendredi 14h30-16h30	Tarification 1 journée (6 à10h)	455 €
Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux							
Maison pour tous :		Frédéric-Chopin				annuelle	
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	CALLIGRAPHIE - association en cours de création	association en cours de création	Atelier de calligraphie ( 1 ère année , lancement)	Partenariat dans le cadre du Festival les 2'Arts Bo dans la rue	mardi de 14h30 à 16h30	2h et 10 personnes incluses	165
	LLL Languedoc Allaitement	Information et soutien pour l'allaitement maternel	Réunion d'information et soutien pour l'allaitement maternel		1 jeudi par mois de 10h à 12h30	1h et 10 personnes incluses	110
	ENSEMBLE VOCAL DE MONTPELLIER	Réunir toute personne qui désire pratiquer le chant choral et partager les options musicales définies par le groupe	Atelier vocal	Partenariat : participation dans le cadre d'une soirée de Musique Classique	Jeudi et vendredi de 12h à 15h	1/2 journée et 20 personnes incluses	300
	FANFAROV	Animations musicales	Répétition fanfäre	Partenariat : animation musicale dans le cadre du Festival les 2'Arts Bo dans la rue	Samedi de 19h à 21h	2h et 10 personnes incluses	165

	FANFARE DES KADORS	Animations musicales d'événements divers	Répétition fanfare	Partenariat : animation musicale dans le cadre du Festival Singulièrement Vôtre	mardi de 20h à 22h30	1/2 journée et 20 personnes incluses	300
	RIRE	Clowns pour enfants hospitalisés à Montpellier et à Sète	Formation des clowns bénévoles	Partenariat dans le cadre du Festival les P'tits Bouts	1 samedi par mois de 9h à 12h	1h et 10 personnes incluses	110
	LES VOIX LACTEES	Production de spectacles vivants	Répétition troupe de théâtre	Partenariat : animation théâtrale dans le cadre de la Journée de la Femme	mercredi de 20h30 à 22h30	2h et 10 personnes incluses	165
	UT RESONARE	Promotion, diffusion et édition de la musique ancienne à travers la Viole de Gambe	Atelier de viole de Gambe	Partenariat : concert de musique ancienne	2 samedis par mois de 9h à 19h	1/2 journée et 10 personnes incluses (235h)	245
	ORCHESTRE DE CHAMBRE	Permettre aux amateurs de pratiquer leur instrument	Répétition Orchestre de Chambre	Partenariat : Concert de musique classique	mercredi de 20h à 22h30	1/2 journée et 20 personnes incluses	300
<b>Maison pour tous :</b>		<b>plusieurs Mpt</b>					
<b>Pour Conseil municipal du:</b>							
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Tiens bon la barre	Gymnastiques seniors par la méthode ruffier	Gymnastiques seniors		Brassens : lundi et jeudi de 10h à 11h Pagnol : lundi de 10h30 à 11h30 Camus : Vendredi de 9h15 à 10h15		245
	ASTM( association de solidarité avec les travailleurs migrants)	Mettre en œuvre des moyens pour l'égalité des droits, droits civiques, sociaux, culturels, et favoriser l'insertion	Alphabétisation		Brassens : lundi/mardi/jeudi de 14h à 16h Pagnol : mardi et vendredi de 14h à 16h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455

Association APAJ (accompagnement de parcours adultes et jeunes)	Association de solidarité, d'insertion et d'éducation	cours d'informatique	Action sociale et partenariat MPT	Caillens : mardi 14h-16h Mercouri : mardi de 9h- 11h45 Pagnol : vendredi 14h- 16h30 Sarrazin : 14h-16h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455
Compagnons bâtisseurs	Action collective d'amélioration de l'habitat	travail sur l'habitat insalubre avec les bénéficiaires		Pagnol : 1 journée de 10h- 12 et 14h-16h Sarrazin : 1 journée 10h- 12h et 14h-16h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455
Association Tutélaire de gestion	Accompagnement de tutelle de personnes socialement vulnérable	Permanence accueil		Camus : Lundi 10h-11h30 Curie : lundi/jeudi 10h-12h Chopin : lundi 9h-11h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455
Tiens bon la barre		Atelier de gym séniors	Atelier peu onéreux pour les adhérents (40 €/an)	Camus : Vendredi: 9h15 à 10h15 Pagnol : lundi 10h30- 11h30 Brassens : lundi et jeudi 10h-11h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245
A TOUT THEATRE		Atelier théâtre	Action sociale Participation faible pour le public voir gratuite	Mercouri : Lundi 15h-17h Mardi 19h-21h Villon : 18h30-20h30	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455
La Croix Rouge	Alphabétisation	Aide aux personnes		Sarrazin : 9h30-11h30 Pagnol : mardi et jeudi 9h30-11h		245
croix rouge	social	alphabétisation	salle marius	mardi et jeudi de 9h30 à 11h	1/2 journée et 10 personnes incluses	245
SOMIS	Aider les personnes analphabètes dans leur démarches administratives ou institutionnelles	Médiation administratives pour les personnes analphabètes	Gratuit pour tous	Pagnol : lundi/jeudi : 9h à 12h et de 14h à 17h Villon : mardi 9-12h et vendredi 9-12h ; 14h-17h		895

	BGE Montpellier	Conseil et accompagnement création d'entreprise	Citéslab - émergence de projet		Sarrazin : 14h00-16h00 Villon : jeudi 14-16h		245
	Raiponce	Convivialité, communication, participation et intégration de la population à la vie du quartier Petit Bard/Pergola et ses environs immédiats.	Alphabétisation femmes et hommes quartier Petit Bard	Participation à l'animation globale de la mpt	Villon : jeudi 9h 11h lundi, mardi, jeudi 14h 16h vendredi 9h 12h lundi mardi 17h 19h Colucci : jeudi 14-16h		735
	Association Mas des moulins	structure sociale à destination public en difficulté	Accueil de la mini crèche itinérante		Villon : Mardi 14h 17h Vendredi 9h 12h F. Guillierme : lundi, mardi 9h30-11h30 et jeudi et vendredi 14h30-16h30		615

<b>TOTAL</b>	<b>27827</b>
--------------	--------------

Ville de  
Montpellier

M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					Ponctuelle		
Maison pour tous :		voltaire	Pour la période de :		2012 à juin 2013		
Pour Conseil municipal du:							
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	JUMEAUX ET PLUS 34	Solidarité avec les familles de multiples	Bourses aux vêtements		5 journées dans l'année	Journée salle pour 20 à 60 personnes	550
	COMITE DE QUARTIER PASQUIER DON BOSCO	Comté de quartier	Repas dansants et soirées diverses. Réveillon de la St Sylvestre		3 reunions	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
	Danse Evasion	Danse de salon	Ateliers et participation / animation du gala de fin d'année		4 demi journées d'occupation de la salle polyvalente pour répétition du gala	Demi-journée salle pour + 60 personnes	440
	Calor danse	Salsa	Ateliers et participation / animation du gala de fin d'année		4 demi journées d'occupation de la salle polyvalente pour répétition du gala	Demi-journée salle pour + 60 personnes	440
	Kamala	Danse indienne	Ateliers et participation / animation du gala de fin d'année		4 demi journées d'occupation de la salle polyvalente pour répétition du gala. (non déterminées à ce jour)	Demi-journée salle pour + 60 personnes	440
	Swing jammerz	Swing	Ateliers et participation / animation du gala de fin d'année		4 demi journées d'occupation de la salle polyvalente pour	Demi-journée salle pour + 60 personnes	440

	<b>AEEEMA</b>	Danse africaine	Ateliers et participation / animation du gala de fin d'année		4 demi journées d'occupation de la salle polyvalente pour	Demi-journée salle pour + 60 personnes	440
	<b>R2RUE</b>	Hip Hop	Ateliers et participation / animation du gala de fin d'année		4 demi journées d'occupation de la salle polyvalente pour	Demi-journée salle pour + 60 personnes	440
	<b>APEMA - association pour l'enseigement aux malades accidentés</b>	Enseignement gratuit aux enfants malades à l'aide d'enseignants bénévoles	Cycle de formation		29/09/2012 de 9h à 17h	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110
	<b>GERED - groupe d'entrainement à la relation éducative</b>	Partage d'expérience acquise au sein de l'éducation nationale	Réunion		08/10/2012 de 14h à 17h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	<b>LA JABERA</b>	Sévilane	Ateliers et participation / animation du gala de fin d'année		4 demi journées d'occupation de la salle polyvalente pour répétition du gala	Demi-journée salle pour + 60 personnes	440
<b>Maison pour tous :</b>		<b>Albert-Camus</b>					
N° dossier ville	Nom de l'Association	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	<b>Association ANADOLU</b>	échange culturelle de turquie	Assemblée générale de l'association		Week-end	2h et 20 personnes incluses	220
	<b>Association Envie</b>	prévention	Réunion		En semaine	Tarification 1 journée (6 à 10h)	220
	<b>Association Contact</b>	prévention contre l'homophobie	réunion entre jeunes et familles		2 réunions	demi-journées	110
	<b>Secours populaire Français</b>		Braderie	Action sociale	Week-end	Tarification 1 journée (6 à 10h)	220

	<b>Société Protectrice Animaux</b>	Protection des animaux	Assemblée générale de l'association		Week-end	Tarification 1 journée (6 à 10h)	110
	<b>Trisomie 21</b>	action préventive	Action sociale Distribution petit déjeuner	Action sociale Distribution petit déjeuner	Week-end	Tarification 1 journée (6 à 10h)	110
	<b>Ecole de judo</b>		Challenge de judo		Week-end	Tarification 1 journée (6 à 10h)	110
	<b>Racing club Lemasson</b>	rugby	Soirée festive		Week-end	Tarification 1 journée (6 à 10h)	110
	<b>Tiens bon la barre</b>	gym fondamentales	Stage de formation des animateurs de gym	Stage de formation des animateurs de gym	Week-end	1h et plus 30 personnes incluses	110
	<b>Les Oudlers Montpelliérains</b>	tarot	Tournois inter- régionaux de tarot		Week-end	Tarification 1 journée (6 à 10h)	330
	<b>Association symphonique de Montpellier</b>	orchestre symphonique musical	Concert pédagogique de musique symphonique	Action caritative		Tarification 1 journée (6 à 10h)	110
	<b>Comité de quartier Lemasson - Tastavin</b>		Animations de quartier		Semaine ou Week-end	Journée salle pour + 60 personnes	110
	<b>Comité de quartier de la Croix d'Argent</b>		Animations de quartier		Semaine ou Week-end	Journée salle pour + 60 personnes	110
<b>Maison pour tous :</b>		<b>Albert-Dubout</b>					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	<b>Justice Hirondelle</b>	Favoriser les échanges entre les habitants du quartier, créer des liens conviviaux et sociaux.	Cycle de conférences	Pas de carte d'adhésion	deux manifestations	Demi-journée salle pour - 60 personnes	110

	<b>Partage Hérault</b>	Association ayant pour but de contribuer à atténuer et supprimer la souffrance des enfants en donnant les moyens d'action appropriés aux personnes et aux organismes qui s'y s'engagent	Réunions trimestrielles	Pas de carte d'adhésion	2 réunions	Demi-journée salle pour - 60 personnes	110
	<b>Conseil consultatif Hopitaux Facultés</b>	<b>L'objectif est de mettre à disposition des habitants les moyens nécessaires pour exprimer un besoin, une attente, ou signaler une dégradation ou un problème.</b>	Réunions trimestrielles	Pas de carte d'adhésion	Une réunion	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
<b>Maison pour tous :</b>		<b>L'Escoutaire</b>					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de quartier à l'Ecoule St Martin	comité de quartier animation et vie de quartier	spectacle		dimanche 14 octobre 2012 de 9h à 18h	9h	110
	Comité de quartier à l'Ecoule St Martin	comité de quartier animation et vie de quartier	repas dansant proposé aux adhérents du comité de quartier		samedi 20 octobre 2012 de 10h à 23h	13h	110
	Comité de quartier à l'Ecoule St Martin	comité de quartier animation et vie de quartier	loto		dimanche 18 novembre 2012 de 10h à 18h	8h	220

	Comité de quartier à l'Ecoule St Martin	comité de quartier animation et vie de quartier	puces	du vendredi 30 novembre au mardi 4 décembre 2012 de 9h 12h et de 14h à 18h	28h	440	
<b>Maison pour tous :</b>		<b>Mélina-Mercouri</b>					
N° dossier ville	Nom de l'Association  Jazz à tout les étages	objet de son statut*  Chant et chorale	Actions proposées	Observation  Importante participation au projet de la MPT	créneaux: Jour horaire  les 1er et 2 septembre 2012 de 9h à 22h	Nombre d'heure total  Week-end stages activités associations - de 20 personnes	Valorisation  110
<b>Maison pour tous :</b>		<b>Ricôme</b>					
N° dossier ville	Nom de l'Association  Association Unité danse et théâtre jonathan	objet de son statut*  Promouvoir les témoignage des derniers rescapés des camps de concentration par le biais de conférences et de pièce de théâtre	Actions proposées  Conférence au Théâtre Gérard Philipe avec paul Nidermann (dernier témoin des camps de concentration) destinée au Lycéen de la ville	Observation  2 représentations de la pièce "Les anges d'Izieu" les 26 et 27 octobre à 21h avec comme comédien principal, Monsieur Paul Nidermann	créneaux: Jour horaire  26 et 27 octobre 2012	Nombre d'heure total  205	Valorisation  205
<b>Maison pour tous :</b>		<b>François-Villon</b>					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total  Demi-journée salle pour - 60 personnes	Valorisation  55
	APC	Promouvoir une citoyenneté active, renforcer le Collectif de la MEF, contribuer à améliorer l'image du quartier, devenir un interlocuteur auprès des pouvoirs publics.	Soirées, réunions, projets en partenariat	association active sur le quartier PB	1 soirée		
	Cie Intermezzo	Promouvoir le développement des arts et l'échange entre les différentes cultures du monde.	Stage théâtre + spectacle enfant et jeunes quartier / partenariat Secours Populaire Français/ Mpt Villon	Périodes de vacances scolaires	vac scolaire de tousaint cinq 1/2 jour	Journée salle pour - 20 personnes	275

CLCV	Organisation des usagers du cadre de vie pour la défense de leurs intérêts et la promotion de leurs droits.	"ateliers d'échange et d'information autour de la copropriété", dans le cadre du "Contrat Urbain de Cohésion Sociale" (CUCS)	Actions financées dans le cadre de la cohésion sociale par la ville de Montpellier	4, 11, 18, 25 septembre, et 2 octobre 2012	Demi-journée salle pour - 60 personnes	275
Comité de quartier Saint Clément	Favoriser les échanges entre les habitants du quartier Saint Clément	Réunions, organisation de soirées, manifestations		3 réunions	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
ESSOR	Tutorat des jeunes en butte à des difficultés d'ordre social et se manifestant notamment au plan scolaire.	Réunions parents / élèves – AG – réunions des bénévoles		6 réunions soirées	Demi-journée salle pour + 60 personnes	660
FACE Hérault	FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion) est un acteur incontournable de l'inclusion sociale, en lien avec les politiques publiques et le monde économique. Elle prône un modèle durable qui lie de manière interdépendante la stratégie des entreprises, la politique de l'emploi et les actions sociales	Porteur du projet semaine bleu partenariat mpt		3 demi-journée	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
Foot Ball Club du Petit Bard	Pratique du football, Affiliée à la fédération française	Réunions, Assemblée Générale (pas de salles de réunion dans leur local)	entraînement 330 enfants du quartier du Petit Bard	6 dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	330
Ligue de l'enseignement de l'Hérault	contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes	Accompagner l'action Coup de Pouce	réunion parents élèves enseignants	3 dans l'année	Demi-journée salle pour + 60 personnes	330
Montpellier Scrabble	pratique du scrabble	tournoi		10 vendredi dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	550
Question pour un champion	pratique du jeu	tournoi		1 dimanche	Journée salle pour 20 à 60 personnes	220

	Raiponce	Convivialité, communication, participation et intégration de la population à la vie du quartier Petit Bard/Pergola et ses environs immédiats.	3 réunions par an		3 soirées dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
	UFOLEP	organiser et promouvoir toutes activités sportives comme moyen d'éducation et de culture, d'intégration et participation à la vie sociale	formation CQP séances d'entretien et d'expression corporelle liées aux techniques d'animation	formation pour jeunes du quartier, partenariat très développé entre mpt et ufolep	29, 30, 31 oct, les 5, 6 nov 2012, les 25, 26, 27, 28 fev et 1er mars 2013 de 9h à 12h30 et 14h 18h	Journée salle pour - 20 personnes	550
Maison pour tous :		Frédéric-Chopin					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Association de quartier	Réunions association de quartier		Réunions en soirée, dates non communiquées à ce jour	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	ECOHABITONS	Communication autour de l'habitat bioclimatique, écologique et groupé. Formation, capitalisation d'expériences, aide technique	Conférences dans le cadre des "Rendez-vous Durables"	Partenariat dans le cadre du projet de l'établissement : les "Rendez-vous durables"	7 vendredis de 20h à 23h 12/10/12, 7/12/12, 11/01/13, 15/02/13, 22/03/13, 12/04/13, 31/05/13	Demi-journée salle pour - 60 personnes	385
	DIFED	Sensibiliser au développement durable à travers des actions de formation et animation	Conférences dans le cadre des "Rendez-vous Durables"	Partenariat dans le cadre du projet de l'établissement : les "Rendez-vous durables"	7 vendredis de 20h à 23h 26/10/12, 14/12/12, 1/02/13, 22/02/13, 29/03/13, 17/05/13, 7/06/13	Demi-journée salle pour - 60 personnes	385

	LPO Ligue pour la Protection des Oiseaux	Protection des oiseaux et des écosystèmes dont ils dépendent et en particulier de la faune et de la flore qui y sont associées, dans l'hérault	Conférences dans le cadre des "Rendez-vous Durables"	Partenariat dans le cadre du projet de l'établissement : les "Rendez-vous durables"	7 vendredis de 20h à 23h 5/10/12, 30/11/12, 21/12/12, 8/02/13, 15/03/13, 5/04/13, 24/05/13	Demi-journée salle pour - 60 personnes	385
	SWINGJAMMERZ	Promouvoir le Lindy hop	Cabarets sauvages	Partenariat dans le cadre du Festival les Z'Arts bo dans la rue + tarifs préférentiels pour les adhérents MPT	4 week-end : 3 et 4/11/12, 5 et 6/01/13, 2 et 3/05/13, 27 et 28/04/13	Week-end réunions et assemblées	440
	FASO-SAVOIRS		Vide grenier	Partenariat dans le cadre du Festival Les P'tits Bouts	Samedi 22 septembre toute la journée	Journée salle pour + 60 personnes	220
	DIAPASON FLAMENCO		Spectacle flamenco du groupe "Alameda"	Partenariat dans le cadre du Festival les Z'Arts Bo dans la rue	samedi 12 janvier 2013 de 18h à 23h	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110
	THE FIVE WOOKIEES	Favoriser le rapprochement d'artistes autour de projets, de créations, promotions et distributions de spectacles en tous genres	Soirée Théâtre d'improvisation	Partenariat dans le cadre du Festival les Z'Arts bo dans la rue + tarif accessible tout public	4 samedis de 18h à 23h, 27/10/12, 22/12/12, 23/02/13, 13/04/13	Journée salle pour 20 à 60 personnes	440
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier							

<b>TOTAL</b>	<b>13570</b>
--------------	--------------

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Mandat spécial

### Présentation des missions opérationnelles des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Perla DANAN rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages, et accord d'amitié et l'adhésion à différents réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier.

#### ➤ Mission à Heidelberg :

Monsieur THINES Philippe, adjoint au Maire délégué à l'Europe et au jumelage avec Heidelberg et Barcelone, se rendra du 1<sup>er</sup> au 5 août 2012 à Heidelberg, dans le cadre d'un programme Culturel musical transnational entre Heidelberg, Montpellier et Cambridge. Durant cette mission, Monsieur THINES rencontrera, avec la Directrice de la Maison de Montpellier à Heidelberg, les responsables de l'Office Franco-allemande de la Jeunesse et des représentants de l'Ambassade de France à Berlin.

#### ➤ Mission à Chengdu :

Madame le Maire se rendra à Chengdu afin de participer au Congrès de l'Alliance touristique des villes jumelles qui se tiendra à Chengdu, du 11 au 14 septembre 2012, pour promouvoir la coopération et la communication transnationale, développer le marché touristique et faciliter les échanges entre ces villes.

Cette mission a également pour objectif de conduire les opérations d'exploitations du Groupe Scolaire Chengdu de Montpellier, en présence de l'architecte montpelliérain à l'origine de sa conception. Ces opérations ont pour objectif d'avoir une école similaire à Chengdu que celle construite à Montpellier, sur la demande de Monsieur GE Honglin, Maire de Chengdu, et d'en poser la première pierre en présence des deux Maires et des adjoints délégués.

Elle sera accompagnée de Madame Perla DANAN, adjointe au Maire déléguée aux Relations Internationales, messieurs Jean-Louis GELY, adjoint au Maire délégué à la réussite éducative et Michel ASLANIAN, conseiller municipal délégué au jumelage avec Chengdu.

➤ **Mission à Cadix :**

Parmi les diverses formes d'actions internationales des collectivités territoriales, le jumelage entre les villes et communes d'Europe est la plus ancienne et la plus répandue. Le réseau de partenariats établis sous cette forme entre la France et les différents pays d'Europe concerne aujourd'hui plus de 10 000 communes.

En tant que membre du Conseil des Communes et Régions d'Europe, La Ville de Montpellier sera amenée à relever de très nombreux défis pour répondre aux attentes de ces concitoyens, dans un contexte international et européen plus que complexe et incertain.

Monsieur Philippe THINES, adjoint au Maire délégué à l'Europe et au jumelage avec Barcelone et Heidelberg se rendra à Cadix en Espagne du 26 au 27 septembre 2012 au XXVème Etats Généraux du Conseil des Communes et Régions d'Europe organisés autour du thème « Centralisation, Démocratie, Développement, Innover pour une Europe en 3 Dimensions ». Ces états généraux constituent le plus grand rassemblement européen d'élus municipaux, départementaux et régionaux.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'accorder à Madame le Maire, Mme Perla DANAN, Adjointe au Maire déléguée aux relations Internationales, M. Jean-Louis GELY, adjoint au Maire délégué à la réussite éducative et M. Michel ASLANIAN, conseiller municipal délégué au jumelage avec Chengdu, et à M. Philippe THINES, adjoint au maire délégué à l'Europe et au jumelage avec Barcelone et Heidelberg un mandat spécial pour les missions, à Chengdu, à Heidelberg et à Cadix ;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs et de personnes extérieures qualifiées invitées par Madame le Maire ;
- D'autoriser Madame le Maire, Mme DANAN, M. GELY, M. ASLANIAN et M. THINES, à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ces déplacements sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920)

**Le Conseil adopte.**

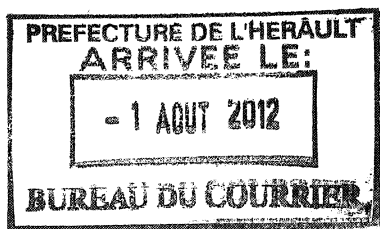
Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 24/07/2012**

**Direction Aménagement  
Programmation**  
Planification - Urbanisation  
nouvelle

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**  
n° 2012 / 376



## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Modification du plan local d'urbanisme APPROBATION

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le développement de la Ville de Montpellier et les projets qu'il implique en matière d'urbanisme rendent les adaptations du PLU fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte, conformément aux dispositions des lois « Solidarité et Renouvellement Urbains » du 13 décembre 2000 et « Urbanisme et Habitat » du 2 juillet 2003, que le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier a été engagé. Ce dernier intègre des modifications de fond et de forme visant notamment :

- l'intégration au document de dispositions réglementaires et conservatoires relatives à l'aménagement des quartiers existants de la ville et d'opérations d'urbanisme nouvelles ou en cours de réalisation (ZAC, création de nouveaux secteurs de zone, création ou modification d'emplacements réservés pour équipements publics d'infrastructure et de superstructure...) ;
- le complément et l'adaptation du règlement du PLU aux projets de construction en cours ou envisagés à court et moyen termes ;
- des corrections de formes relatives notamment à :
  - la suppression d'un emplacement réservé devenu caduc ;
  - des erreurs ou omissions matérielles constatées depuis la dernière modification du PLU et concernant les divers documents qui le composent ;
  - la prise en compte d'évolutions de rédaction du code de l'urbanisme ;

### 1 – Les modifications de fond

**Modification n°1 : Quartier Hôpitaux-Facultés, Collège des Ecossais :** suppression du secteur de zone 3U1-1 couvrant les parcelles cadastrées AR n°226 et 227 au profit d'un secteur de zone 2U1-9 visant à permettre notamment la réalisation d'une opération de renouvellement urbain intégrant la construction de

logements collectifs sur la propriété de l'Etat actuellement occupée en partie par l'école nationale supérieure d'architecture.

**Modification n°2 : Quartier Croix d'Argent, secteur Marqueroze :** suppression du secteur de zone 1AU-2 au profit de deux secteurs de zone 2U1-1 et 2U1-9 et transformation d'une partie du secteur de zone 2AU-1 en secteur de zone 2U1-9, le long de la rue Gaston Bachelard, et transformation d'une partie du secteur de zone 2AU-2 en secteur de zone 2U2-1 le long de la rue Pierre Corneille, secteurs devenus totalement desservis du fait de l'extension des réseaux publics.

**Modification n°3 : Quartier Grammont, rue du Mas des Oliviers :** création d'un espace boisé classé sur la parcelle cadastrée RP n°17 (art. L.130-1 du code de l'urbanisme) à la demande du propriétaire.

**Modification n°4 : Quartier Près d'Arènes, ZAC de la Restanque :** création de l'emplacement réservé C204 pour voirie sur la parcelle OK n°49 permettant d'assurer une liaison entre la rue Simone de Beauvoir et la rue de Montels-Eglise.

**Modification n°5 : Quartier Croix d'Argent, rue Raimon de Trencavel :** création de l'emplacement réservé C206 pour élargissement sur la partie de la rue Raimon de Trencavel débouchant sur l'avenue de Toulouse afin d'améliorer les conditions de déplacement dans ce secteur de la ville.

**Modification n°6 : Quartier Centre, ZAC Nouveau Saint Roch :** adaptations ponctuelles du règlement et des documents graphiques du règlement du secteur de zone 1U1-8 (en particulier : adaptation ponctuelle d'emprises maximales constructibles, extension du périmètre de hauteur 63 m NGF) et adaptation de la règle de stationnement pour prendre en compte les évolutions du plan de masse de la ZAC et l'offre de stationnement proposée par le projet du parking de la gare.

**Modification n°7 : Quartier Aiguerelles, avenue Germaine Tillion :** création de l'emplacement réservé C208 pour voie publique permettant d'assurer une liaison publique entre l'avenue du Pont Trinquat et l'avenue Germaine Tillion.

**Modification n°8 : Quartier Plan des Quatre Seigneurs, Thomassy :** identification d'espaces protégés au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme sur les terrains surplombant l'avenue Vincent Auriol, les berges du ruisseau Vallat du Fesquet, et en limite communale le long de l'aqueduc Saint-Clément, et prolongement de l'emplacement réservé C42 pour cheminement piéton le long de l'aqueduc Saint Clément afin de préserver des espaces ayant une forte valeur paysagère et d'améliorer les liaisons piétonnes.

**Modification retirée à la suite de l'enquête publique (cf. infra)**

**Modification n°9 : Quartier Aiguelongue, avenue de la Justice de Castelnau - rue de Montasinos :** extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-9 pour favoriser la densification des constructions à proximité du tramway et identification d'un secteur à protéger pour des motifs d'ordre écologique (art. L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme) sur les parcelles BK n°412 et 414.

**Modification n°10 : Quartier Port Marianne, ZAC Parc Marianne, Jacques Cœur et Rive Gauche :** adaptations ponctuelles du plan de masse de long de l'avenue Raymond Dugrand et de l'avenue Nina Simone (en particulier : recalage de l'emprise maximale constructible des lots 18 et 20) pour tenir compte des évolutions de programme envisagées et ajustement du secteur de zone 13AU-2 sur la place Pablo Picasso pour permettre une plus grande adaptation volumétrique et architecturale des projets qui viendront épauler la place.

**Modification n°11 : Quartier Pompignane, Place du Corps expéditionnaire français en Italie :** création du secteur de zone 1U2-6 sur la place du Corps expéditionnaire français en Italie et ses abords visant à permettre la réalisation d'une opération de renouvellement urbain en entrée de quartier ; création de l'emplacement réservé C207 visant à créer une nouvelle place urbaine à l'extrémité ouest de la rue du Maréchal Leclerc et prolongement de l'emplacement réservé C138 pour améliorer le maillage public des liaisons douces.

**Modification n°12 : Quartier Aiguerelles, avenue du Petit Train – chemin de Moularès :** extension de la zone 1U1 par création d'un secteur de zone 1U1-2 caractéristique des grands îlots urbains pour permettre, dans la continuité du centre-ville, une densification des constructions dans le cadre d'opérations de renouvellement urbain à proximité du nouvel hôtel de Ville.

**Modification n°13 : Quartier Hôpitaux-Facultés, avenue Patrick Geddes :** création de l'emplacement réservé C205 permettant l'élargissement ponctuel de la voie au débouché sur l'avenue du Professeur Emile Jeanbrau et l'amélioration de la liaison entre les pôles Balard et Triolet au sein du campus montpelliérain.

**Modification n°14 : Quartier Centre, ZAC Saint Charles :** extension ponctuelle de l'emprise constructible couvrant le bâtiment dit des Incurables afin de permettre des adaptations architecturales du bâtiment existant inscrit à l'inventaire des Monuments Historiques.

**Modification n°15 : Quartier Hôpitaux-Facultés, avenue du Professeur Emile Jeanbrau :** création de l'emplacement réservé C209 entre l'avenue du Pr Emile Jeanbrau et l'avenue de l'Abbé Paul Parguel pour améliorer les voies de liaison publiques au sein du campus montpelliérain.

**Modification n°16 : Quartier Port Marianne, ZAC Jardins de la Lironde :** extension ponctuelle, dans le respect du plan de prévention du risque inondation (PPRI), de l'emprise maximale des constructions de l'îlot situé au carrefour de la rue Leonard de Vinci et du rond-point Mattéo Manuguerra en bordure de la Lironde pour tenir compte des évolutions de programme envisagées.

**Modification n°17 : Quartier Boutonnet, rue du Colonel Marchand :** extension du secteur de zone 1U1-2 caractéristique des grands îlots urbains et extension du secteur d'autorisation des toits terrasses à l'ouest de la rue du Faubourg Boutonnet pour permettre la réalisation de constructions en cohérence avec celles existantes le long de la rue.

**Modification n°18 : Quartier Centre, modification à caractère général, règles de hauteur en 1U1 :** affinage de la règle de hauteur applicable le long des rues du centre-ville pour tenir compte de la spécificité des formes urbaines existantes. En particulier :

- abaissement du gabarit général de hauteur de 12 mètres à 11 mètres ;
- évolution de la règle de hauteur spécifique applicable le long de certaines rues du centre-ville.

**Modification n°19 : Quartier La Martelle, Chemin des Grenadiers, Bois de Bionne :** modification ponctuelle, au droit de la parcelle PM n°19, de l'emplacement réservé C40 pour création d'un cheminement piéton entre la rue des Bouisses et la Mosson, pour tenir compte de l'acquisition récente de la parcelle par la Ville.

**Modification n°20 : Quartier Boutonnet, rue de l'Abbé de l'Epée :** extension ponctuelle du secteur de zone 1U1-1 sur les parcelles cadastrées BS n°87 à 90 pour garantir la cohérence des formes urbaines et le maintien d'un tissu de faubourg aux abords de la Maison de la Géographie.

**Modification n°21 : Quartier Centre, Figuerolles, rue Adam de Craponne :** extension ponctuelle du secteur d'autorisation des toits terrasses au croisement de l'avenue de la Liberté et de la rue Adam de Craponne pour permettre une diversité architecturale le long de l'avenue de la Liberté.

**Modification n°22 : Quartier Port Marianne, rue du Mas Rouge – rue du Mas de Barlet :** adaptation ponctuelle de l'emplacement réservé de l'Etat N1 pour l'aménagement des abords de l'autoroute A9 et de l'emplacement réservé communal R52 pour équipement afin de permettre la construction d'une chaufferie collective au bois visant à desservir les quartiers Parc Marianne, Rive Gauche et République.

**Modification n°23 : Quartier Aiguerelles, impasse de l'Etang de Vic :** création de l'emplacement réservé C210 entre l'impasse de l'Etang de Vic et l'avenue du Pont Trinquat pour améliorer le maillage des voies publiques et les déplacements tous modes à l'échelle du quartier.

**Modification n°24 : Quartier Gambetta, ancien lycée Pierre Mendès France :** création du secteur de zone 1U1-10 le long de l'avenue Clemenceau visant à permettre la réalisation d'une opération de renouvellement urbain intégrant la construction de logements collectifs et individuels groupés sur l'emprise de l'ancien lycée professionnel Pierre Mendès France.

**Modification n°25 : Quartier Figuerolles, cité Gély :** extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1 sur les parcelles cadastrées IY n°97, 98 et 194 visant à permettre la réalisation d'une opération de renouvellement urbain et création de l'emplacement réservé C211 permettant d'assurer un maillage de voies publiques entre la rue Ronsard et la rue de la Commune Clôture.

**Modification n°26 : Quartier Boutonnet, place Marcel Godechot :** classement en secteur de zone 2U1-11 des parcelles BV n°204 et 205 situées au sud de la place Marcel Godechot visant à favoriser le renouvellement urbain et la densification d'un secteur directement desservi par la ligne 1 du tramway, à proximité du stade Philippiès.

**Modification n°27 : Quartier Près d'Arènes, ZAC Garosud :** extension ponctuelle du secteur de zone 4AU3-1 sur la parcelle OI n°31 permettant la prise en compte des évolutions de programme de la ZAC Garosud et évolution du règlement de la zone 4AU3 tenant compte des dispositifs existants de rétention et d'évacuation des eaux pluviales.

**Modification n°28 : Quartier Port Marianne, ZAC Hippocrate :** adaptation ponctuelle du règlement de la zone 4AU5 pour tenir compte des évolutions du programme d'aménagement de l'avenue Nina Simone (emplacement réservé C37).

**Modification n°29 : Quartier Cévennes – Saint Clément, rue Croix de Las Cazes – Ecole nationale supérieure d'agronomie :** création d'un nouveau secteur de zone 2U1-12 aux abords de la rue Croix de Las Cazes pour permettre le développement du parc de logements étudiants sur le secteur de La Condamine, suppression de l'emplacement réservé R44 pour équipement public et création des emplacements réservés C212 pour cheminement piéton et C213 pour voirie publique pour améliorer les conditions de déplacement dans ce secteur de la ville.

**Modification n°30 : Quartier Port Marianne, sud A9, domaine de Beauregard :** réduction ponctuelle de l'emplacement réservé de l'Etat N2 pour dédoublement de l'autoroute A9, en accord avec les services de l'Etat, afin de permettre la requalification du domaine.

**Modification n°31 : Quartier Pompignane, rives du Lez :** extension ponctuelle de la zone naturelle N sur les parcelles cadastrées CP n°148, 157 et 168 pour partie, situées sur la rive gauche du Lez, face au parc Rimbaud, afin de bloquer les possibilités de développement d'activités humaines sur ces parcelles exposées à l'érosion des falaises du Lez et au risque d'affaissement de la berge, dans le cadre d'une intervention bénéficiant du fonds de prévention des risques naturels majeurs, dit fonds Barnier.

**Modification n°32 : Modification à caractère général :** intégration dans le règlement d'une prescription concernant les espaces à protéger au titre du L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme visant à préciser les conditions de modification ou de suppression de ces espaces.

L'ensemble des modifications ci-avant exposées sommairement sont présentées intégralement dans le document joint à la présente délibération.

## **2 – Les modifications de forme**

**Modification A : complément au rapport de présentation :** conformément à l'article R.123-2 du Code de l'urbanisme, l'exposé des motifs des changements apportés au PLU depuis l'approbation de la modification du 9 mai 2011 est ajouté au rapport de présentation.

**Modification B : Quartier Croix d'Argent, correction graphique :** suppression de la représentation graphique de l'emplacement réservé C139 pour bouclage de voirie publique dans le secteur Estanove, tenant compte du jugement du Tribunal administratif en date du 16 décembre 2010.

**Modification C : modification à caractère général – correction de texte :** mise en cohérence des références faites au code de l'urbanisme dans le règlement du PLU avec la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, s'agissant des espaces à protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique (article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme).

**Modification D : Quartier Estanove, correction graphique :** correction de l'emprise de l'emplacement réservé C33 entre la rue de Bugarel et la rue des Hibiscus conformément à la modification du PLU approuvée par le Conseil municipal le 17 novembre 2008.

**Modification E : modification à caractère général – correction de texte :** intégration des évolutions apportées aux législations et réglementations spécifiques relatives à l'occupation des sols (en particulier : nouvelles codifications et intégration de la législation spécifique au risque sismique sur le territoire français).

**Modification F : correction de texte – correction du règlement :** dans le règlement de la zone 2U4, suppression de la référence à trois secteurs de zone, la zone 2U4 n'étant pas subdivisée en secteurs de zone.

**Modification G : ZAC Richter - correction graphique :** correction d'une erreur matérielle visant à rétablir la représentation graphique de l'emprise maximale des constructions (article 9) dans le secteur de zone 1U7-4.

**Modification H : Quartier Mosson, ZAC Parc 2000 2<sup>e</sup> extension, correction graphique :** modification ponctuelle du périmètre de l'orientation d'aménagement.

**Modification I : modification à caractère général – correction de texte :** intégration de l'évolution réglementaire relative à la définition des surfaces de plancher.

**Modification J : modification à caractère général – correction de texte :** adaptation de la rédaction relative aux installations classées pour la protection de l'environnement autorisées à l'article 2 du règlement des diverses zones du PLU.

### **3 – Déroulement de la procédure**

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et notamment son article L.123-13, le projet de modification du PLU a été notifié avant ouverture de l'enquête publique, le 9 mars au Président du Conseil régional, au Président du Conseil général, au Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier, ainsi qu'à la Chambre de métiers et à la Chambre d'agriculture, organismes mentionnés à l'article L.121-4 du code de l'urbanisme, et le 12 mars 2012 au Préfet et à la Chambre de commerce et d'industrie territoriale de Montpellier.

Le projet de modification du PLU concernant le règlement d'urbanisme applicable à l'intérieur de la zone d'aménagement concerté Garosud, réalisée sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération, l'avis de celle-ci a été sollicité au titre de l'article L.123-15 du code de l'urbanisme.

Le projet de modification du PLU a été ensuite soumis à enquête publique du 10 avril au 11 mai 2012 inclus. Le Commissaire enquêteur désigné par Madame la Présidente du Tribunal administratif a remis son rapport et ses conclusions à la Ville le 13 juin 2012, qui se résument par un avis favorable assorti de recommandations pour les modifications de fond n° 1, 6 et 17.

Concernant les remarques exprimées par le public durant l'enquête, trente-sept observations ont été inscrites sur le registre mis à sa disposition et deux ont été adressées par courrier au commissaire enquêteur. Ces observations peuvent se résumer de la manière suivante :

• **des remarques concernant les documents écrits et graphiques du règlement :**

- demandant que les règles de stationnement et de densité sur le domaine de SupAgro soient assouplies ;
- craignant que l'évolution réglementaire sur le secteur du Collège des Ecosais et notamment l'évolution de la règle de hauteur entraîne une dévalorisation du paysage, la disparition du caractère boisé du site et des difficultés de circulation ;
- demandant une évolution ponctuelle de la règle particulière de hauteur sur l'extrémité de la rue Faubourg du Courreau, du côté du plan Cabanes ;
- s'interrogeant sur la localisation exacte de l'espace protégé et de l'emplacement réservé C42 sur le secteur de Thomassy et sur l'absence apparente de plans permettant ce repérage ;
- craignant que les évolutions réglementaires sur le faubourg Boutonnet entraînent une augmentation de la densité et des difficultés de circulation ;
- craignant que la hauteur maximale des constructions prévue autour de la Place du Corps expéditionnaire français en Italie bouleverse le paysage urbain général du quartier de la Pompignane ;

• **des remarques concernant les emplacements réservés :**

- souhaitant connaître l'avancée de la procédure en appel de la décision du Tribunal administratif en date du 16 décembre 2010 annulant la délibération d'approbation de la modification du PLU du 17 novembre 2008 sur le point relatif à la création de l'emplacement réservé C139 pour voirie sur la copropriété des Collines d'Estanove ;
- demandant que l'avenue Patrick Geddes ne soit pas élargie ;
- demandant que l'emprise de l'emplacement réservé C213 pour voirie de liaison entre la rue Croix de Las Cazes et la rue Buffon soit réduite ou supprimée, et que l'emplacement réservé R44 pour équipement public de proximité dans le quartier Saint-Clément soit maintenu ;

• **des remarques sans rapport direct avec les documents soumis à enquête publique :**

- craignant que l'urbanisation du secteur de Thomassy vienne porter atteinte aux qualités paysagères du site ;
- demandant le classement d'une haie de chênes verts le long de la rue des Quatre Vents ;
- considérant que les travaux d'aménagement de la RD65 (avenue Vincent Auriol), réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du Conseil général de l'Hérault, suppriment les perméabilités piétonnes et portent atteinte à l'aqueduc Saint-Clément ;
- évoquant l'état de pollution du ruisseau Vallat du Fesquet, qui recevrait régulièrement les eaux usées de la station service située sur la commune de Saint-Clément de Rivière ;
- émettant des propositions pour davantage d'échanges avec la population du quartier Centre sur divers sujets.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur qui a confirmé l'intérêt de l'ensemble des modifications proposées par la Ville.

L'une de ces observations a pour objet une adaptation mineure de la règle particulière de hauteur à l'extrémité de la rue du Faubourg du Courreau, au niveau du plan Cabanes, pour mettre en cohérence les hauteurs règlementaires avec les hauteurs réelles des constructions existantes. Considérant le caractère ponctuel de cette adaptation règlementaire, la Ville propose, au vu de l'absence d'opposition exprimée par le Commissaire enquêteur, de prendre en compte cette demande et d'adapter en conséquence le projet de modification du PLU soumis à votre approbation.

Une autre observation concerne la réduction de l'emprise de l'emplacement réservé C213 pour voie publique entre la rue Croix de Las Cazes et la rue Buffon, proposé avec une largeur de 16 mètres dans le dossier soumis à enquête. Considérant le caractère ponctuel de cette adaptation règlementaire et son impact limité sur les exigences de sécurité et de confort qui s'attachent à l'aménagement du domaine public ; considérant par ailleurs la préconisation du Commissaire enquêteur de réduire l'emprise de cet

emplacement réservé de 2 à 3 mètres maximum, la Ville propose de prendre en compte cette demande et de réduire en conséquence la largeur de l'emplacement réservé C213 de 16 à 14 mètres.

Par ailleurs, plusieurs observations concernant la modification n°8 relative à la création d'un espace protégé sur le site de Thomassy, au titre de l'article L.123-1-5, 7°) du code de l'urbanisme et au prolongement de l'emplacement réservé C42 pour cheminement piéton le long de l'aqueduc Saint Clément, ont mis en avant des difficultés de lecture des plans joints au dossier d'enquête publique et de localisation des modifications réglementaires proposées.

Considérant que ces remarques sont de nature à accréditer un doute sur la clarté des informations soumises à la consultation du public ; considérant en conséquence que le public pourrait ne pas avoir pu s'exprimer de manière circonstanciée sur la modification du PLU proposée, la Ville a fait savoir à Monsieur le Commissaire enquêteur, par courrier en date du 6 juin 2012, sa décision de retirer la modification n°8 en se réservant la possibilité de la reporter à l'occasion d'une prochaine modification du PLU.

Concernant les modifications de fond n°1, 6 et 17, objets de recommandations de la part du Commissaire enquêteur :

- modification n°1 – Collège des Ecosais : la Ville prend acte des recommandations du Commissaire enquêteur qui ne concernent pas directement le projet de modification du PLU mais les futures autorisations auxquelles une attention particulière sera accordée considérant la qualité remarquable du site concerné.
- modification n°6 – Nouveau Saint Roch : le Commissaire enquêteur recommande de porter de 1000 à 1500 places l'offre en stationnement du nouveau quartier. Evaluée comme pour tous les autres nouveaux quartiers selon des principes privilégiant la priorité aux transports en commun et la présence raisonnée de la voiture en ville, la capacité de stationnement du quartier Nouveau Saint Roch a néanmoins été étudiée pour répondre aux besoins spécifiques de sa localisation en centre-ville, tant au regard des utilisateurs de la gare Saint Roch que de ceux des commerces et services du secteur. A cet effet, le cumul de l'offre globale en stationnement sur l'ensemble du quartier Nouveau Saint Roch sera à terme supérieur au seuil de 1500 places.
- modification n°17 – quartier Boutonnet : le Commissaire enquêteur recommande de prévoir des mesures compensatoires en matière de stationnement pour accompagner l'augmentation de la densification urbaine. Considérant la configuration du parcellaire et l'occupation existante des sols, l'évolution réglementaire proposée dans le quartier Boutonnet a moins pour objectif de favoriser une densification des constructions que de permettre une plus grande harmonie entre l'implantation des nouvelles constructions et le tissu existant. Dans ce contexte, l'évolution des règles de constructibilité sur les parcelles situées à l'ouest de la rue du faubourg Boutonnet n'a pas conduit à modifier les normes minimales de stationnement imposées aux constructions, en dépit de la très bonne desserte du quartier par la ligne 1 du tramway (et par la ligne 5 à l'horizon 2017).

Concernant les personnes publiques destinataires du dossier de modification du PLU avant enquête publique, les avis suivants ont été exprimés :

- par courrier en date du 16 avril 2011, le Conseil général de l'Hérault a formulé un avis favorable sur le projet de modification du PLU ;
- par délibération en date du 17 avril 2012, le Conseil de la Communauté d'agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses compétences et conformément aux dispositions de l'article L.123-15 du Code de l'urbanisme, a formulé un avis favorable sur le projet de modification du PLU ;
- par courrier du 23 avril 2012, le Préfet de l'Hérault a émis plusieurs remarques qui ne sont pas de nature à remettre en cause le projet de modification du PLU et auxquelles la Ville a répondu par courrier en date du 7 mai 2012 ;
- par courrier en date du 27 avril 2012, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier (CCITM) a émis plusieurs remarques sans exprimer d'opposition sur le projet de modification du PLU, soulignant la nécessité de prévoir une offre de stationnement en adéquation avec les besoins exprimés dans le quartier du Nouveau Saint-Roch, suggérant de prendre en compte les problèmes d'accès au centre commercial de Trifontaine situé sur la commune de Saint-Clément-de-Rivière, notamment en vue de l'aménagement futur du secteur Thomassy, et se félicitant des évolutions réglementaires proposées sur l'ancien lycée Pierre Mendès France ainsi qu'aux abords de la place du Corps expéditionnaire français en Italie. La Ville a répondu à la CCITM par courrier en date du 4 juin 2012.

**En conséquence, au vu :**

- des avis formulés par les collectivités et les organes auxquels le projet de PLU a été notifié,
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique,
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable du Commissaire enquêteur désigné par Madame la Présidente du Tribunal administratif,
- de la prise en considération de ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification du PLU,

**Il est demandé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification du PLU,
- d'approuver le dossier de modification du PLU tel que modifié après enquête publique et annexé à la présente délibération,
- de tenir le dossier de modification du PLU approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux de la mairie au public et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

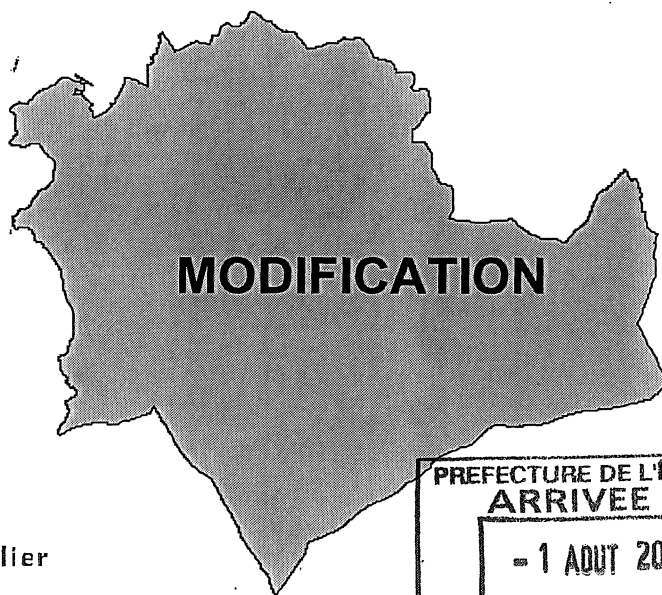
Hélène MANDROUX

**Publiée le : 24/07/2012**

# PLU

## **PLAN LOCAL D'URBANISME**

# MONTPELLIER



Ville de  
Montpellier



*Service  
Urbanisme et  
Projet d'urbanisme*

PREFECTURE DE L'HERAULT  
ARRIVEE LE:

- 1 AOUT 2012

BUREAU DU COURRIER

### Dossier de modification

Juillet 2012



## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Montpellier Grand Cœur Modification du règlement du ravalement obligatoire de façades

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », la Ville de Montpellier poursuit le développement de la campagne de ravalement obligatoire initiée en 1987 sur l'Ecusson. En effet, cette action participe non seulement à la requalification de l'ensemble du bâti mais aussi à celle des espaces publics (aspect esthétique, propreté).

Plusieurs modifications du règlement du ravalement ont déjà été réalisées, afin de l'adapter aux conditions de mise en œuvre et ainsi d'améliorer l'aide aux propriétaires :

- augmentation de la subvention à 30% du montant des travaux, dégressive au cours d'une durée de subventionnement portée à 6 ans, avec un plafonnement à 40€/m<sup>2</sup> (délibération du Conseil municipal du 21 décembre 2006),
- phasage des travaux possible sur la base d'un programme global, permettant des paiements partiels de subvention (délibération du Conseil municipal du 22 juin 2009),
- instauration de délais supplémentaires quand la réalisation des travaux est retardée par des impératifs de coordination de chantiers pour assurer un bon fonctionnement urbain (délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2010).

Maintenant il est nécessaire de compléter le règlement du ravalement pour permettre d'en améliorer la qualité, faire prendre conscience du coût d'un ravalement bien fait, valoriser les entreprises sérieuses auprès des maîtres d'ouvrages.

Pour cela il est proposé de :

- ne subventionner que les produits ayant une garantie décennale. En effet, le code de la construction et de l'habitation impose que les bâtiments soient maintenus dans un bon état de propreté tous les dix ans. Il paraît donc nécessaire de ne pas subventionner des matériaux et des techniques ayant une durée de vie inférieure.
- plafonner la subvention à 25.000 euros par immeuble. En effet, l'aide au ravalement de façade doit concerner essentiellement les petits immeubles typiques des faubourgs et non pas les grandes copropriétés récentes.

- faire une pré-visite de conformité pour que le propriétaire sache si les travaux sont recevables ou non avant de solder l'ensemble de ses factures (mission d'assistance à la réception des travaux).
- intégrer dans les dépenses éligibles à l'aide de la Ville les honoraires de maîtrise d'œuvre, car le bâti ancien nécessite souvent un travail préalable d'ingénierie spécialisée.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver le règlement modifié du ravalement obligatoire,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Helène MANDROUX**

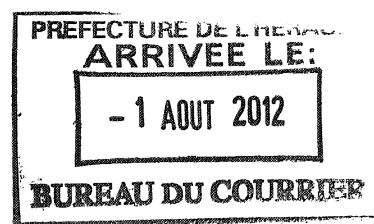
**Publiée le : 24/07/2012**

**VILLE DE MONTPELLIER**

**RAVALEMENT OBLIGATOIRE**

**DES FACADES**

**REGLEMENT**



## **Article 1 : Généralités**

Conformément au code de la construction et de l'habitation (chapitre II – Articles L 132-1 à 5, L 152-1 et R 132-1) et à l'arrêté préfectoral portant inscription de la Ville de Montpellier sur la liste des communes autorisées à prescrire le ravalement des façades dans le département de l'Hérault, les propriétaires et copropriétaires doivent procéder au ravalement des façades des immeubles compris dans le périmètre soumis à ravalement obligatoire par délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier.

## **Article 2 : Procédure administrative**

Le délai initial pour remplir cette obligation est indiqué dans la délibération du Conseil municipal l'instaurant sur chaque secteur concerné. Il est assorti d'une subvention.

A défaut d'exécution des travaux de ravalement dans ce délai, des poursuites seront engagées envers le ou les propriétaires des immeubles concernés pour obtenir l'exécution des travaux prescrits :

- a) Injonction (délai supplémentaire de 6 mois à 1 an)
- b) Sommation avec arrêté de prescriptions (délai supplémentaire de 3 mois à 1 an)
- c) Travaux à frais avancés (référé auprès du président du Tribunal de Grand Instance et exécution des travaux par la Ville aux frais des propriétaires recouverts par voie d'impôt direct)

## **Article 3 : Prescriptions de travaux**

Les travaux de ravalement des façades des immeubles devront respecter le cahier de prescriptions annexé au présent règlement assorti du diagnostic de l'immeuble, le cas échéant.

Toutefois, lors de l'instruction des dossiers, il s'avère difficile, dans certains cas, d'arrêter les préconisations sans diagnostics complémentaires nécessitant des interventions sur la façade (nettoyage, décroûtage d'enduits...). Ces préconisations seront alors précisées en cours de chantier, en indiquant néanmoins dans l'avis sur dossier, le moment où cette précision sera donnée et les alternatives techniques envisagées.

## **Article 4 : Déclaration préalable - Autorisation d'enseigne - Autorisation d'occupation du domaine public**

Avant tous travaux, une déclaration préalable devra être déposée en mairie de Montpellier auprès de la direction de l'urbanisme opérationnel (474 allée Henri II de Montmorency). Elle devra expliciter le programme global de travaux avec un descriptif précis (ou un devis), correspondant aux préconisations de ravalement sur l'immeuble. Les travaux peuvent être réalisés d'un seul tenant ou par phases. Si les travaux sont réalisés par phases, ils pourront faire l'objet de plusieurs déclarations préalables.

Les teintes des façades seront conformes au règlement en vigueur et au nuancier de l'étude de couleur.

La modification, le remplacement ou la création d'enseigne sont régis par le règlement spécial de publicité de la Ville de Montpellier et font l'objet d'une demande spécifique auprès de la direction de l'espace public de la Mairie de Montpellier. A l'issue de la déclaration préalable ou déclaration d'enseigne, le propriétaire ou la copropriété devra déposer une demande d'autorisation d'occupation du domaine public, en cas d'échafaudage en emprise sur le domaine public.

## **Article 5 : Subventionnement**

La subvention municipale concernant le ravalement des façades est attribuée pour les immeubles compris dans le périmètre défini et seulement pour leurs façades ou parties d'ouvrage donnant sur les voies ouvertes à la circulation publique ou vues de ces voies. Celle-ci ne sera accordée que pour les travaux réalisés en conformité avec les préconisations remises et toutes précisions qui pourraient être données lors de l'instruction du dossier, notamment par l'architecte des Bâtiments de France.

S'il existe plusieurs immeubles sur une parcelle ou un ensemble de parcelles, les travaux sur chaque immeuble sont subventionnés indépendamment.

La subvention pour le ravalement des façades des immeubles n'est pas attribuable pour :

- a. Les immeubles étant ravalés depuis moins de huit ans.
- b. Les façades donnant sur les espaces privatifs, non vues depuis un espace ouvert à la circulation publique.

- c. Les immeubles faisant l'objet d'une procédure administrative de démolition (arrêté d'insalubrité ou de péril).
- d. Les régularisations de travaux ayant fait l'objet d'un procès verbal d'infraction.
- e. Les immeubles appartenant aux institutions publiques.

La demande de subvention sera déposée auprès de Madame le Maire de la Ville de Montpellier (mission Grand Cœur) avant le démarrage des travaux et le dossier comprendra les pièces suivantes :

- Lettre d'engagement du propriétaire ou de la copropriété,
- Copie de la déclaration préalable ou du permis de construire comprenant les devis détaillés

Un panneau de chantier à l'entête de la Ville de Montpellier sera remis à l'entreprise ou au propriétaire par la mission Grand Cœur, sur présentation de l'avis d'attribution de subvention, il devra être visible pendant toute la durée du chantier.

## **Article 6 : Mode de calcul de la subvention**

Le taux de subventionnement plafonné à 40 € par m<sup>2</sup>, est de 30 % du montant TTC des travaux éligibles (voir article 7) les trois premières années, 20 % les deux suivantes, 10 % la dernière, 0% au delà.

Le montant de la subvention est calculé en fonction du taux en vigueur à la date d'exécution des travaux constatée (date des factures, visite et contrôle de la Ville).

La subvention est plafonnée à 25000 euros par immeuble.

En fin de période de subventionnement, un délai de six mois supplémentaire, en fin de période de subventionnement, est donné pour terminer les travaux, à condition que l'avis d'attribution de subvention (délivré quand l'autorisation de travaux est accordée) soit obtenu avant la date limite de la période de subventionnement fixée par délibérations du Conseil municipal, secteur par secteur.

## **Article 7 : Travaux éligibles**

L'obligation de ravalement, selon la typologie des immeubles, concerne les façades, éléments de façades (balcons, consoles, corniches, bandeaux, entablements, décors divers...), retours sur rues adjacentes, pignons, visibles depuis le domaine public. Le ravalement des façades est délimité depuis le sol (voie publique ou privée), terrain privé, ainsi que depuis la base d'une cour anglaise si celle-ci est visible depuis le rez-de-chaussée, jusqu'à la gouttière et l'avant toit, l'entablement ou l'acrotère formant la partie haute de cette délimitation. Cela comprend aussi, par exception à cette règle, les éléments architecturaux situés au dessus de cette limite mais participant à l'ordonnement de la façade. Les éléments en limite du domaine public (mur de clôture, poteaux et portails,...) sont concernés aussi par le ravalement et sont éligibles.

### **1) La remise en état et la mise en valeur des façades :**

- a) Des façades en pierre de taille et toutes modénatures associées (bandeaux, corniches, entablements, pilastres, chapiteaux, consoles, balcons, encadrements, frises, modillons,...),
- b) Des façades enduites ou peintes.
- c) De tous les dispositifs de fermetures (portes, menuiseries, châssis, volets, persiennes, rideaux métalliques, grilles, etc.). Les dispositifs de fermeture en rez-de-chaussée sont destinés à être traités par la Ville avec un produit anti-tags.
- d) Des ouvrages divers de protections et de défense (barre d'appui, garde-corps, barreaudages, auvents, marquises, etc.).
- e) Des devantures (magasins, locaux commerciaux ou administratifs).
- f) Des accessoires extérieurs.

La garantie décennale de tous les travaux éligibles est obligatoire.

NB : Même si le règlement intérieur de la copropriété spécifie que les menuiseries extérieures appartiennent à chaque propriétaire (de même que la devanture commerciale), ces éléments sont considérés comme des parties communes et sont comprises dans l'obligation de ravalement. Elles nécessitent une décision de la copropriété et sont donc à ce titre éligibles à la subvention.

### **2) Le nettoyage :**

- a) des plaques indiquant le numéro de l'immeuble et s'il y a lieu le nom de la voie, afin de n'y laisser aucune trace de peinture, ni de souillure.
  - b) des plaques commémoratives apposées sur les façades.
- 3) La mise en conformité des enseignes avec la réglementation spéciale de la publicité des enseignes et pré-enseignes de la Ville de Montpellier. Les ouvrages ou parties d'ouvrages publicitaires non conformes devront être déposés lors des travaux et ne pourront être réinstallés qu'après autorisation.
- 4) L'intégration des éléments techniques (climatiseurs, faisceaux de câbles hors réseau EDF, France Télécom, câblo-opérateurs, etc.).
- 5) Les honoraires des maîtres d'œuvre :
- a) les études concernant l'analyse préalable du bâti : historique et origines des pathologies.
  - b) les études permettant de réaliser un descriptif de travaux conforme : aux préconisations générales de travaux sur chaque immeuble ou aux fiches de prescriptions particulières sur certains ; aux règlements d'urbanisme existants (secteur sauvegardé, ZPPAUP, PLU) ; aux avis donnés lors de l'instruction de la demande d'autorisation de travaux.
  - c) les études concernant la production de documents graphiques (plans, coupes, élévations, détails), notamment pour les menuiseries à remplacer.
  - d) Le suivi de chantier jusqu'au parfait achèvement.

Quelques soient les éléments traités, seuls les travaux qui améliorent l'aspect et l'esthétique de la façade, dans le respect de la typologie de l'immeuble, sont éligibles.

#### **Article 8 : Mode de paiement de la subvention**

Si le projet global est réalisé en une seule phase, la subvention est versée en totalité à la fin des travaux. S'ils sont réalisés en plusieurs phases, le propriétaire ou la copropriété peut demander des versements partiels pour chaque ensemble de travaux cohérents, correspondant à la moitié du montant de la subvention pour les travaux concernés. L'autre moitié sera versée à la fin de l'opération, si l'ensemble du programme global est mis en œuvre dans un délai de 10 ans à compter du début de la campagne de ravalement obligatoire sur le secteur concerné.

La conformité des travaux réalisés avec les prescriptions citées à l'article 3, est vérifiée par la Ville de Montpellier (article 5), elle conditionne le versement de la subvention.

Afin d'assurer un meilleur suivi de la qualité des travaux, le propriétaire ou l'entreprise préviendront la mission Grand Cœur (par téléphone au 0467558770 ou par mail à [mission.grandcoeur@ville-montpellier.fr](mailto:mission.grandcoeur@ville-montpellier.fr), ou par courrier à l'attention de la « mission Grand Cœur » - Mairie de Montpellier - 1 place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER Cedex 2), au minimum 10 jours ouvrables avant le démontage de l'échafaudage et ce avant transmission du solde des factures.

La subvention est également conditionnée par la signature avec la Ville du protocole de traitement anti-tags des dispositifs de fermeture en rez-de-chaussée, selon les modalités précisées par la DCM du 31 mars 2004 (lutte contre les graffitis).

L'aide financière est versée au propriétaire ou à la copropriété bénéficiaire par la Ville de Montpellier (mission Grand Cœur) sur présentation :

- des factures détaillées originales dûment acquittées
- d'un relevé d'identité bancaire (RIB),
- de l'annexe 2 ou de l'annexe 3 du protocole anti-tags dûment complété et signé,
- de la copie de l'arrêté d'autorisation de travaux,
- des fiches techniques des produits utilisés mentionnant la garantie décennale.

#### **Article 9 : Report d'échéances**

Un délai supplémentaire pour exécuter les travaux peut être autorisé, s'il est justifié par des impératifs de coordination de chantiers pour assurer un bon fonctionnement urbain.

Si l'autorisation d'occupation du domaine public (échafaudage, emprise de chantier) délivrée impose un décalage dans le temps, les échéances de ravalement suscitées seront reportées d'autant (hors délai d'instruction de la demande d'occupation du domaine public d'un mois maximum).

Ces échéances sont de trois types :

- les échéances de début et de fin de travaux données dans les DCM d'instauration du ravalement obligatoire, pour chacun des secteurs, conditionnant le taux de subventionnement (30, 20 et 10%),
- l'échéance de 10 ans pour le déblocage des subventions liées à des paiements partiels en cas de phasage des travaux (DCM du 22 juin 2009),
- les échéances pour les injonctions et les sommations.

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009 et du 13 décembre 2010.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

Syndic 10 avenue de Lodève, O.T.I. (50 % de la subvention)	3.725,60 €
SDC 20 rue Leenhardt c/o RAYNAUD Immobilier (solde de la subvention)	6.720,88 €
SCI LES ARCEAUX, M. MALGOIRE Pierre, 27 bd des Arceaux (solde de la subvention)	1.086,82 €
SDC 3 rue du Général Vincent, BILAN PATRIMOINE (solde de la subvention)	1.076,00 €
<b>Total</b>	<b>12.609,30 €</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 12.609,30 € correspondant aux 4 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 24/07/2012

Direction Aménagement  
Programmation  
Planification - Urbanisation  
nouvelle

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 379



## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Loi relative à la majoration des droits à construire Modalités de consultation préalable du public

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La loi n°2012-376 du 20 mars 2012 relative à la majoration des droits à construire prévoit la possibilité de majorer de 30 % les droits à construire résultant des règles de gabarit, de hauteur, d'emprise au sol ou de coefficient d'occupation des sols fixées par le plan local d'urbanisme (PLU), pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation.

Cette disposition a vocation à s'appliquer, sur une période limitée à 3 ans, pour toutes demandes de permis ou déclarations déposées en vertu de l'article L.423-1 du code de l'urbanisme avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

En l'absence de délibération du Conseil municipal engageant la consultation du public visée à l'article L.123-1-11-1 du code de l'urbanisme, la loi prévoit l'entrée en vigueur de cette disposition au 21 décembre 2012, soit au terme d'une échéance de 9 mois après sa promulgation.

A contrario, il est donné la possibilité à la collectivité compétente de soumettre à la consultation préalable du public, avant le 21 septembre 2012, une note d'information présentant les conséquences de l'application de cette majoration dans le contexte communal.

Au terme de cette consultation et sur la base de ses conclusions, le Conseil municipal pourra se prononcer par délibération sur l'opportunité d'une application totale ou partielle de cette disposition, ou bien de sa non application sur son territoire.

Dans ce contexte et en application de l'article L.123-1-11-1 du code de l'urbanisme, une consultation du public sera organisée selon des modalités qui pourraient notamment se décliner de la manière suivante :

- une mise à disposition du public, pendant une durée d'un mois, d'une note d'information présentant les conséquences de l'application de la majoration de 30 % sur le territoire communal ;
- une mise à disposition durant cette période d'un cahier permettant de recueillir les remarques du public ;
- un ou plusieurs articles dans le journal d'information municipal.

A l'issue de la mise à disposition de la note d'information, le Maire présentera au Conseil municipal la synthèse des observations du public qui sera ensuite tenue à la disposition du public. Un avis précisant le lieu dans lequel sera effectuée cette mise à disposition fera l'objet de mesures d'affichage et de publicité.

A la suite de cette présentation et selon la conclusion tirée de la synthèse des observations formulées par le public, le Conseil municipal pourra alors décider d'une application totale ou partielle, ou bien de la non application sur son territoire des dispositions prévues par la loi sur le territoire communal.

Il est précisé qu'un projet de loi visant à abroger la loi n°2012-376 du 20 mars 2012 est en cours d'examen par le Parlement. Si la loi venait à être abrogée dans les prochaines semaines, la présente délibération ne serait pas suivie d'effet.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter, en application de l'article L.123-1-11-1 du code de l'urbanisme, les modalités de la consultation du public proposées,
- de porter à la connaissance du public les modalités de consultation au moins huit jours avant le début de cette consultation,
- de préciser qu'en cas d'abrogation de la loi n°2012-376 relative à la majoration des droits à construire, la présente délibération ne sera pas suivie d'effet sans qu'il soit nécessaire de délibérer à nouveau,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

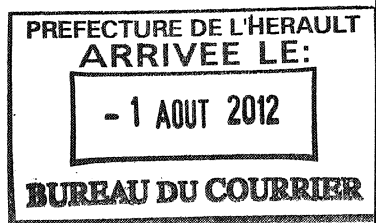
Hélène MANDROUX

**Publiée le : 24/07/2012**



Direction Aménagement  
Programmation  
Planification - Urbanisation  
nouvelle

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 380



## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## ZAC du Coteau Déclaration de projet

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La forte croissance démographique que connaît le territoire montpellierain depuis de nombreuses années a amené la Ville à organiser son développement dans le cadre d'un vaste projet urbain qui se traduit à la fois par la réalisation de nouveaux quartiers dans le cadre de zones d'aménagement concerté (ZAC) et par le renouvellement du parc de logements des quartiers existants.

La production de logements se décline en observant deux principes fondamentaux :

- la mise en œuvre d'une mixité sociale permettant d'accueillir et de rapprocher toutes les catégories de la population à une échelle ne dépassant pas celle du quartier,
- la production d'un espace favorisant la mixité des fonctions urbaines permettant le rapprochement de l'habitat et de l'emploi, la réduction des déplacements et l'émergence de territoires plus solidaires animés d'une vie sociale, associative et économique permanente.

Dès la fin des années 1970, la municipalité a souhaité organiser le développement de la ville suivant un axe d'orientation nord-ouest / sud-est. S'appuyant sur les grands pôles de densité existants et intégrant les nouveaux secteurs de développement, cet axe relie le quartier de la Mosson (ancienne ZUP de La Paillade) et ses 25 000 habitants aux quartiers récents et en devenir d'Antigone et de Port Marianne en passant par le centre-ville. Il traverse ainsi le secteur des hôpitaux et des universités, le centre historique, regroupant dans un faisceau de 500 à 1000 m de large tout ce que la ville possède de plus dense en termes de population, d'emplois, d'économie et de pouvoir.

Le quartier Malbosc, initié à la fin des années 1990, situé au nord-ouest du territoire communal, au point de rencontre de trois grands quartiers (Mosson, Cévennes, Hôpitaux Facultés) et en bordure du grand parc public (33 ha), s'est inscrit dans cette logique de développement. Adossé à la première ligne de tramway, il a permis de répondre à une forte demande en logements alors non satisfaite sur cette partie de la commune.

Aujourd'hui, conformément à la stratégie spatiale élaborée depuis plusieurs années, le développement urbain se poursuit sur les sites stratégiques disponibles le long des axes du tramway. Le futur quartier du Coteau, dont

le nom reprend celui de l'ancien mas encore présent sur le site, s'inscrit dans le prolongement du quartier Malbosc. Sur une superficie d'environ 26 hectares, le quartier du Coteau sera adossé à la ligne 3 du tramway, permettant de garantir une cohérence en termes d'insertion et d'organisation urbaine, de mixité sociale et de mobilité tous modes.

Réalisé sous forme de ZAC, le quartier du Coteau permettra de compléter l'offre de logements sur le quart nord-ouest de la ville et continuera à apporter une réponse à la très forte demande en logements, principalement liée à la proximité d'établissements grands pourvoyeurs d'emplois, comme le centre hospitalier universitaire ou des secteurs d'activités économiques en plein développement (Euromédecine, Parc 2000, Sanofi Aventis, ...).

Le projet prévoit la réalisation d'un programme de 1300 à 1500 logements, accompagné d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure. Un groupe scolaire de 15 classes, dont la construction a débuté courant mai 2011 en vue de l'ouverture d'une première tranche de 8 classes à la rentrée scolaire 2012, a d'ores et déjà été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 20 avril 2011. Cet équipement répondra dans un premier temps aux besoins du quartier de Malbosc, pour ensuite accueillir les enfants du futur quartier du Coteau.

Le quartier du Coteau prendra également appui sur le parc Malbosc, vaste espace vert de respiration et de détente de plus de 30 ha assurant l'équilibre entre les espaces naturels et l'espace urbain au nord-ouest du territoire communal.

Dans le cadre des procédures préalables à la réalisation de ce nouveau quartier, le Conseil municipal, par délibération en date du 28 mars 2011, a adopté le principe d'urbanisation du secteur du Coteau sous la forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), en a défini les objectifs d'aménagement et a fixé les modalités de la concertation de la population relatifs à cette opération.

Par délibération du 3 octobre 2011, le conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC du Coteau et le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu.

L'importance du programme envisagé pour le quartier du Coteau et l'intérêt général qu'il revêt tant au regard des besoins en logements que des exigences en matière de mixité sociale, d'emplois, d'équipements et de services exprimés sur cette partie de la ville, ont conduit à engager une évolution des dispositions d'urbanisme réglementaire en vigueur, ces dernières n'étant pas compatibles avec les principes d'aménagement adoptés par le Conseil municipal le 28 mars 2011.

A cet effet, considérant à la fois l'intérêt général de l'opération et la nécessaire réduction d'une zone naturelle N pour engager sa réalisation, le Conseil municipal a prescrit, par délibération en date du 25 juillet 2011, une procédure de révision simplifiée du plan local d'urbanisme (PLU) sur le secteur d'aménagement du Coteau, en application des dispositions des articles L.123-6 à L.123-13 du code de l'urbanisme.

Afin de pouvoir organiser un processus de négociation et d'acquisitions foncières compatible avec le calendrier de réalisation de la ZAC, l'enquête publique relative à la révision simplifiée du plan local d'urbanisme (PLU) valait enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) des opérations, acquisitions ou expropriations nécessaires à l'intérieur du périmètre de l'opération, tel que prévu par l'article R.123-19 du code de l'urbanisme. En application des articles L.123-1 et R.123-1 du code de l'environnement, cette enquête publique valait également enquête pour la protection de l'environnement.

Cette enquête a été organisée du 14 mai au 15 juin 2012.

En application de l'article L.126-1 du code de l'environnement, lorsqu'un projet a fait l'objet d'une enquête publique s'inscrivant dans le cadre de l'article L.123-1 du même code, « *l'organe délibérant de la collectivité territoriale responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée* ».

Ce même article précise que la déclaration de projet doit comporter les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général ainsi que, le cas échéant, les modifications apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique et des observations émises. La déclaration de projet doit également prendre en

considération l'étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement.

La présente délibération a pour objet de répondre audit article.

L'intérêt général de l'opération ZAC du Coteau est avéré :

- la réalisation de la ZAC du Coteau s'inscrit dans l'axe de développement préférentiel nord-ouest/sud-est, en cohérence avec les lignes 1 et 3 du tramway ;
- l'opération permet la réalisation d'un quartier mixte à dominante d'habitat collectif, accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc ;
- l'opération ouvre au public de nouveaux espaces de nature avec la mise en valeur des réseaux verts (aqueduc) et l'achèvement du parc Malbosc ;
- l'opération achève de rompre l'isolement du quartier de la Mosson en assurant une continuité urbaine avec la ville existante ;
- l'opération contribue à répondre au besoin important en logements neufs exprimé sur la ville, du fait notamment de l'arrivée massive et continue de nouveaux habitants liée à la forte attractivité du territoire montpelliérain ;
- l'opération répond également à l'objectif de mixité sociale introduite par la loi « *Solidarité et renouvellement urbains* » dite SRU, et de production de logements sociaux fixé par le programme local de l'habitat (PLH) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Pour cela, son programme de construction prévoit la réalisation, en proportions équivalentes, de logements sociaux, de logements en accession abordable et de logements en accession libre ;
- l'opération intègre la problématique de la mixité des fonctions urbaines en proposant des logements diversifiés et des commerces de proximité ;
- le projet privilégie les modes de déplacement doux au travers de sa desserte par les 1<sup>ère</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes de tramway et par l'aménagement d'un réseau de pistes cyclables et de voies piétonnes reliées entre elles et au reste de la ville.

L'étude d'impact réalisée sur le projet de la ZAC a permis de mettre en évidence ses principaux enjeux, contraintes et incidences sur le milieu naturel, le paysage, l'ambiance sonore ou encore les déplacements. L'étude montre que ces impacts restent limités sur les milieux naturels, toutefois, compte tenu de la qualité paysagère du site, le végétal devra trouver une place privilégiée dans l'aménagement du quartier, de manière à assurer au mieux l'intégration des futures constructions.

Les impacts les plus caractéristiques, notamment sur le paysage, font l'objet de mesures compensatoires permettant d'en limiter les effets.

Antérieurement à la présente délibération de déclaration de projet, le Conseil municipal a déjà pris en considération cette étude d'impact à l'occasion de l'approbation du bilan de la concertation et du dossier de création de la ZAC qui lui ont été soumis lors de sa séance du 3 octobre 2011.

En application de l'article L.122-1 du code de l'environnement, l'étude d'impact a été transmise, pour avis, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement. Cette transmission étant restée sans réponse après le délai réglementaire de deux mois suivant la date de saisine, le dossier a fait l'objet d'un avis favorable tacite, confirmé par courrier de la DREAL en date du 27 février 2012.

Au cours de l'enquête publique relative à la révision simplifiée du PLU valant enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et pour la protection de l'environnement, l'utilité publique de la ZAC du Coteau n'a fait l'objet d'aucune opposition de la part de la population.

Soulignant le bien fondé du projet engagé par la Ville, le commissaire enquêteur a conclu son rapport en formulant un avis favorable sur la révision simplifiée du PLU, la demande de déclaration d'utilité publique de l'opération ZAC du Coteau, et la protection de l'environnement.

Ainsi, au vu de cet avis, les résultats de l'enquête publique n'ont pas conduit à modifier le projet soumis à la consultation du public.

**En conséquence, il vous est demandé :**

- d'adopter la déclaration de projet relative à la ZAC du Coteau ;
- de prononcer l'intérêt général de cette opération ;
- de dire que la présente déclaration de projet pourra être consultée à l'hôtel de ville, aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 24/07/2012**



## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Domaine de Grammont

### Désaffectation et déclassement partiel du domaine public communal parcelles RH 6 partie, RH 7 partie, RI 20 partie, RI 22 et RI 24 partie

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le Domaine de Grammont, d'une superficie d'environ 93 hectares, appartient à la Ville de Montpellier, à l'exclusion de la partie centrale d'environ 3 hectares, inaliénable (le château, le parc, la chapelle et des bâtiments annexes), pour l'avoir acquis, pour une part en 1976 et une autre part en 1979, à l'Institut Bouisson Bertrand.

Cet espace regroupe de multiples équipements de nature administrative, culturelle, sportive, gérés soit en direct par la Ville (plateaux sportifs, aéromodélisme,...) ou la Communauté d'Agglomération (Zénith, théâtre de Grammont) soit mis à disposition (tennis, centre équestre, brigade canine du SGAP, terrains de football,...)

La Ville, sur ce site, a mis à la disposition du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) un certain nombre d'installations et bâtiments :

- Sur les parcelles cadastrées RH6 et RH 7, cinq terrains de football (terrains 3, 4, 5, 6 et 7), l'ensemble des bâtiments (vestiaires, hangar) un parking et ses abords d'une superficie d'environ 10 hectares.

- Sur les parcelles cadastrées RI 20 et RI 22 des locaux d'une surface utile de 1 864 m<sup>2</sup>, dans lesquels le Club a installé son siège administratif et le centre de formation pour jeunes sportifs.

Dans le cadre de son développement et de la pérennisation de son installation, le Montpellier Hérault Sport Club a manifesté le souhait d'acquérir l'ensemble des biens lui étant jusque-là mis à disposition ainsi que :

- Trois terrains de football (terrains 1, 2, 8) avec leurs vestiaires sis sur les parcelles RH 6 et RH 7 gérés jusque-là par la ville
- Les locaux loués par la Ville à l'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille, sis sur la parcelle RI 23.

Des négociations ont été menées entre la ville et le Club.

Le projet de cession final porte sur les biens et équipements sus mentionnés, les emprises extérieures de ces terrains (haies végétales hors clôture,...) ainsi qu'un espace vert sis sur la parcelle RI 24, à l'arrière des locaux de direction du MHSC.

Un document joint en annexe identifie le périmètre global du projet. Il sera défini de manière plus précise par un document établi par géomètre (divisions cadastrales).

Ce projet de cession nécessite que soit, au préalable, précisé la domanialité des biens concernés.

En application de l'article L 2111-1 du code Général de la Propriété de Personnes Publiques le domaine public est constitué des biens appartenant à une personne publique qui sont soit affectés à l'usage direct du public, soit affectés à un service public pourvu qu'en ce cas ils fassent l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public.

Dès lors que ces conditions ne sont plus remplies, les personnes publiques peuvent procéder au déclassement des biens concernés et procéder, si elles le souhaitent, à leur cession.

En ce qui concerne les terrains objet du projet de cession :

- Les terrains et biens situés sur les parcelles RH 6 et RH 7 ont été mis depuis 2003 à la disposition exclusive du MHSC depuis 2003 par convention.
- Il en va de même pour les locaux sis sur les parcelles RI 20 et RI 22 mis, eux aussi, à disposition exclusive du MHSC (siège social et centre de formation).

Tous ces biens ne sont donc pas affectés ni à l'usage direct du public ni à un service public.

Il convient donc de procéder à leur déclassement du domaine public.

- En ce qui concerne les terrains de football 1, 2 et 8 et leurs annexes gérés en régie, la Ville est en mesure de réaffecter les bénéficiaires de ces équipements sur d'autres sites de telle sorte qu'il convient aujourd'hui de constater la désaffectation de ces terrains et de procéder à leur déclassement du domaine public.
- Les emprises extérieures des terrains (haies végétales hors clôture,...) ainsi que l'espace vert sis sur la parcelle RI 24, à l'arrière des locaux de direction du MHSC, en tant qu'accessoires des biens venant d'être décrits connaissent un régime identique.

Préalablement ou concomitamment à la cession, l'ensemble des conventions de mise à dispositions effectuées au bénéfice du MHSC seront résiliées.

**En conséquence, après étude de ce dossier, nous vous demandons :**

- de constater la désaffectation des biens précédemment cités ;
- de procéder au déclassement de ces biens afin d'en permettre la cession ultérieure ;
- d'approuver la résiliation des différentes conventions de mise à disposition passées sur ces biens ;
- de dire que le périmètre de cette désaffectation et de ce déclassement partiel des installations du MHSC sur le site de Grammont est délimité par un plan d'emprise du foncier à céder, établi par le géomètre de l'opération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 24/07/2012**



## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Domaine de Grammont

### Cession par la Ville au "Montpellier Hérault Sport Club" (MHSC) du complexe sportif et des locaux du Centre de Formation de l'Audiovisuel parcelles RH 6 partie, RH 7 partie, RI 20 partie, RI 22, RI 23 et RI 24 partie

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le Montpellier Hérault Sport Club, dont le siège est au Domaine de Grammont, a été fondé en 1919 sous le nom de Stade Olympique Montpelliérain (SOM). Ce n'est qu'en 1989 que le club adopte définitivement son nom actuel. Le club, qui évolue en première division depuis la saison 2009-2010, est présidé par Louis Nicollin. Après avoir évolué au Parc à Ballons, au stade des Aubes, au parc des Sports de l'avenue du Pont Juvénal et au stade Richter, le club s'est installé définitivement au stade de la Mosson en 1976. Son siège social est à Grammont, avec les bâtiments de direction, le centre de formation et les terrains d'entraînement avec leurs annexes (vestiaires, cabinet médical, bureaux, etc....).

La Ville, sur ce site, a mis à la disposition du « Montpellier Hérault Sport Club » (MHSC), un certain nombre d'installations et bâtiments liés à l'activité du Club, par conventions :

- du 8 septembre 2003 (délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2003), avenants en date du 25 mars 2004 et 21 janvier 2008), soit les terrains de football 3, 4, 5, 6 et 7, l'ensemble des bâtiments (vestiaires, hangar), le parking et ses abords, d'une superficie d'environ 10 hectares, sur les parcelles RH 6 et RH 7 partie.
- du 18 novembre 1997, du 8 juillet 1998, avenant du 8 juin 2000, renouvelée le 6 août 2009 (délibération du Conseil Municipal du 27 juillet 2009), soit des locaux d'une surface utile de 1864 m<sup>2</sup>, comprenant le siège administratif et le centre de formation pour jeunes sportifs, sur les parcelles RI 20 et RI 22.

Dans le cadre de son développement et de la pérennisation de ses installations, le MHSC a manifesté le souhait d'acquérir, ce qui paraît tout à fait acceptable par la Ville, qui ne gère plus ces équipements :

- les biens bâtis et non bâtis dépendant des emprises qu'il occupe actuellement sur le site de Grammont,
- les terrains de football 1, 2 et 8 avec leurs vestiaires, gérés en régie par la Ville de Montpellier, ces terrains étant par ailleurs en cours de reconstruction plus à l'est du domaine à côté des terrains 9, 10 et 11,
- les locaux loués par la Ville de Montpellier à l'Ecole de Journalisme de Lille.



-de dire que le projet d'acte sera établi par Maître André Bonnary, notaire à Montpellier et que les frais d'acquisition seront pris en charge par l'acquéreur, la Ville en sa qualité de vendeur prenant en charge, en préalable à la cession, les frais de géomètre pour divisions foncières et les diagnostics obligatoires pour les locaux,

-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 24/07/2012**





















## COMPLEMENT AU PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS

Approuvé par délibération du conseil municipal .....





## 2. PARC PUBLIC PAYSAGER

Le parc public paysager est financé pour partie par la Ville à travers sa participation aux équipements publics de la ZAC.

### COMPLEMENT AU TABLEAU DE FINANCEMENT DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT

Nature des équipements	Maître d'ouvrage	Financement
Parc Paysager	Aménageur ouvrage remis à la Ville de Montpellier	34 % ZAC 66% Ville
Parking public en superstructure	Concession d'Aménagement Ouvrages remis à la Ville	100% Ville





















































## **2. Avancement de l'opération**

L'enquête parcellaire concernait 28 unités foncières.

En 2011 : quatre unités foncières sont concernées par une procédure judiciaire en cours et des indemnités judiciaires définitives ont été fixées (tableau de synthèse ci-joint).





## **2. Avancement de l'opération**

L'enquête parcellaire concernait 20 unités foncières.

En 2011 : 4 unités foncières sont concernées par une procédure judiciaire en cours et une indemnité judiciaire définitive a été fixée.(confère tableau de synthèse ci-joint).











différents volumes composant l'ensemble immobilier, le terrain sera fonds servant et les constructions fonds dominant :

- servitudes générales d'appui, d'accrochage et de prospect, de vue et de surplomb
- canalisations, gaines et réseaux divers, - mitoyennetés,
- servitudes d'écoulement des eaux et d'étanchéité
- servitudes de ventilation et d'aération, - passage,
- servitude de sécurité incendie, - sécurité, secours, incendie,
- tréfonds

Servitudes particulières constituées entre les différents volumes :

- servitude réciproque de passage pour l'accès, l'entretien et la répartition des constructions et ouvrages - volumes concernés : 1 et 2
- servitude réciproque de passage de tous les réseaux, canalisations et gaines, leur entretien, réparation ou remplacement - volumes concernés : 1 et 2

Paiement : à l'acte

















































































### DECLARATIONS DES PARTIES

Le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE** déclarent :

Qu'ils ne sont pas en état de cessation de paiement, redressement ou liquidation judiciaire.

Le **BENEFICIAIRE** déclare :

Que la société qu'il représente a son siège social en France, à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Qu'elle n'a fait l'objet d'aucune demande en nullité ni en dissolution anticipée.

Et n'être concernés :

- Par aucune mesure de protection.
- Par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement.

Dans le cadre des articles 1134 troisième alinéa et 1625 du Code civil, le **PROMETTANT** déclare qu'il a, dès avant ce jour, divulgué au **BENEFICIAIRE** tous renseignements et documents susceptibles d'influencer sa décision de signer les présentes. Au cas où il se révélerait que le **PROMETTANT** a volontairement dissimulé des informations, il serait tenu d'indemniser le **BENEFICIAIRE**, devenu alors propriétaire, de la totalité du préjudice qu'il pourrait subir y compris de toute perte de valeur des **BIENS**.

En outre, le **PROMETTANT** se reconnaît informé de son obligation d'information à l'égard du **BENEFICIAIRE**, fondée notamment sur les dispositions des articles 1135 et 1602 du Code civil, ainsi que sur les textes spécifiques énumérés aux présentes, sachant qu'à défaut, il s'exposerait à rendre inefficace toute clause d'exonération de sa responsabilité portant sur un vice connu de lui qu'il n'aurait pas déclaré, ou même non connu de lui, s'il n'a pas fourni dans les conditions légales les certificats éventuellement prescrits par la loi.

### AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix ; elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

FAIT à *Montpellier*

Le *24/06/2012*

En trois exemplaires dont un pour l'enregistrement.

Les présentes comprenant :

- pages
- renvoi approuvé
- barre tirée dans des blancs
- ligne entière rayée
- chiffre rayé nul
- mot nul

*[Signature]*  
*[Signature]*









- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 24/07/2012**

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre des marchés informatiques concernant des prestations, l'acquisition d'ordinateurs, de périphériques, de serveurs et de logiciels pour la Ville et le C.C.A.S., il est proposé :

1°) d'établir un groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville et le C.C.A.S. ;

2°) de désigner comme coordonnateur du groupement de commandes conformément à l'article 8 du code des marchés publics, la Ville de Montpellier et de prévoir dans la convention que la Commission d'Appel d'Offres sera celle du coordonnateur.

Durant cette période, chaque entité sera libre de lancer des consultations de façon autonome, hors groupement de commandes, pour des besoins spécifiques.

Ce groupement de commandes est conclu pour une période de quatre ans à compter de la signature de la convention par les deux parties.

### En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le C.C.A.S. ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

# CONVENTION GENERALE DE GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF AUX EQUIPEMENTS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES

## ENTRE :

La Ville de Montpellier, représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, habilitée à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX, d'une part,

## Et :

Le Centre Communal d'Action Sociale, représenté par sa Vice-Présidente, Madame Christiane FOURTEAU, d'autre part, habilitée par délibération du Conseil d'Administration du XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX.

## IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

### Préambule:

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible de se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le code des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait pour la commune de Montpellier et le centre communal d'action sociale de Montpellier se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation de marchés informatiques.

## Article I. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes publiques sur le fondement du décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics, et notamment son article 8 en vue de la passation des marchés informatiques concernant des prestations, l'acquisition d'ordinateurs, de périphériques, de serveurs, et de logiciels.

Avant l'envoi des Avis d'Appel Public à la Concurrence, chaque partie à la convention de groupement de commandes aura 15 jours pour confirmer ses besoins précis.

## Article II. Adhésion et retrait

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant l'envoi de l'avis de publicité dont la date prévisionnelle sera communiquée aux membres du groupement.

Les membres peuvent se retirer du groupement par une délibération de l'assemblée délibérante du membre concerné.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement.

## Article III. Coordonnateur du groupement

La ville de Montpellier est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes, au sens de l'article 8 II alinéa 3 du code des marchés publics.

En vertu de cet article, la ville de Montpellier est chargée de toute la procédure de passation des marchés communs à la Ville et au C.C.A.S. objet de cette convention sur la base et conformément aux besoins définis par chacun des membres.

Le CCAS s'engageant à communiquer au coordonnateur une évaluation de ses besoins préalablement au lancement des procédures.

Toutes les procédures du code des marchés publics peuvent être utilisées.

Le coordonnateur gère ainsi l'ensemble de la procédure jusqu'au choix des titulaires des marchés (élaboration de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises, publication des avis de publicité, échanges avec les candidats, tenue de la CAO...).

Il se charge également de la signature du marché et de la notification. Chaque membre du groupement s'assurant de la bonne exécution.

Le CCAS s'engage à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution des marchés, et, à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés.

Le coordonnateur gère les relations précontentieuses et les contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges courants et des recours contentieux formés par ou contre un membre du groupement à titre individuel.

Le coordonnateur s'engage à recueillir l'avis du CCAS pour chacune des étapes de la procédure de passation des marchés publics.

## Article IV. Durée de la convention

La convention prend effet pour une durée de quatre ans à compter de la signature par les deux parties et se termine en cas de sortie d'un des deux membres du groupement ou à défaut à la fin de cette période.

## Article V. Commission du groupement

Conformément à l'article 8 VII du code des marchés publics, la commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur.

## Article VI. Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

- Modalités de paiement des marchés

Les modalités de paiement au(x) prestataire(s) seront indiquées dans les documents des marchés respectifs.

- Frais de fonctionnement du groupement

Les frais de fonctionnement du groupement, ainsi que les frais de procédure sont entièrement pris en charge par le coordonnateur.

## Article VII. Modification de la convention

Toute modification de la convention sera réglée par avenant, approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des parties présentes à la convention. L'avenant ne prend effet qu'à compter de l'accord donné par l'ensemble des parties.

## Article VIII. Litiges

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

## Article IX. Pièces constitutives de la présente convention

- la convention
- les délibérations de la Ville de Montpellier et du C.C.A.S.

Fait à Montpellier,  
Le

**Pour la Ville de Montpellier,**  
Pour Madame le Maire,  
Monsieur l'Adjoint délégué

**Pour le CCAS,**  
Madame la Vice-Présidente,

Michaël DELAFOSSE

Christiane FOURTEAU

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHAR-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## ZAC OVALIE

### Concession d'aménagement Ville/SERM

### Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)

## Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2011)

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé d'une part le dossier de réalisation, d'autre part le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral, en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie ont été déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier en offrant, dans un cadre paysagé de

qualité, environ 2800 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics majeurs bordés de commerces et d'équipements publics permettant d'assurer une animation des lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par ailleurs la Communauté d'Agglomération de Montpellier a implanté le stade de rugby « Yves du Manoir » en bordure du quartier Ovalie, participant ainsi à la valorisation de ce secteur de ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet en outre d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 26 octobre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Le bilan qui est présenté s'établit à 76 082 000 € en dépenses et 76 082 000 € en recettes, dont 50 882 000 € réalisés en dépenses et 38 808 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2011.

En dépenses, le budget acquisitions a été augmenté de 1 781 000 € en vue de poursuivre la maîtrise foncière amiable des terrains situés dans le périmètre d'extension de la ZAC. Le budget travaux est quant à lui augmenté de 645 000 €.

Le système d'avances de trésorerie infra annuelles accordées par la Ville est maintenu et permet de limiter les frais financiers. Un emprunt bancaire de 4 millions d'euros garanti par la Ville s'avère nécessaire en 2012 pour le bon avancement de l'opération.

En recettes, les ventes de charges foncières ont été revues à la hausse pour tenir compte de l'évolution des prix du marché : l'augmentation a été évaluée à 3 176 000 €.

Le bilan a été augmenté en dépenses et en recettes sans modification de la participation d'équilibre de la Ville, qui s'établit toujours à 3,6 millions d'euros.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2011, qui est présenté en annexe de cette délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2011 établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2011 ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et les cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2011 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2011 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**  
(Hérault)

**Publiée le : 24/07/2012**

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION DU BIEN	SURFACE	SHON	LOCALISATION REF CADASTRALES	ORIGINES DE PROPRIETE	IDENTITE DU CEDANT	IDENTITE DU CESSIONNAIRE	MONTANT H.T. en Euros	CONDITIONS DE LA CESSION
26/05/2011	Maison	976 m²	0 m² shon	Commune de Montpellier PA 67 Lot Maison		SERM	M. VILLIET	350 000,00 €	
05/07/2011	Terrain à bâtir	1 733 m²	2 048 m² shon	Commune de Montpellier PB n° 171, 184, 207, 209 et 211 Lot 12A	Parcelle PB 211 : Acquisition à ACM les 24 & ../06/2011 En cours de publication Parcelles PB 171 : Echange avec la Communauté d'Agglomération le 05/05/2010 Publié le Parcelle PB 209 : Acquisition à ACM les 24 & ../06/2011 En cours de publication Parcelle PB 207 : Acquisition selon scission copro & partage attribution le 22/10/2009 Publié le 28/10/2009 - Volume 2009P n° 12755 Parcelle PB 184 : Acquisition à la Société MDB le 11/01/2010 Publié le 09/03/2010 - Volume 2010P n° 4142 suivi d'un acte rectificatif valant reprise pour ordre le 11/01/2010 Publié le 26/04/2010 - Volume 2010D n° 11406	SERM	SCI LA CALAVERDE (CORIM)	733 746,84 €	Général : habituelles au CCCT Particuliers : - Adhésion à l'ASL, - Engagement sur la nature du programme et les prix de sortie, - Servitude de prospect : fonds dominant : parcelles PB 210 & 212 / fonds servant : parcelles PB 209 & 211 - Servitude de tour d'échelle : fonds dominant : parcelles PB 210 & 212 / fonds servant : parcelles PB 209 & 211 Paiement : à l'acte

12/09/2011	Terrain à bâtir	1 769 m <sup>2</sup>	4 258 m <sup>2</sup> shon PC	Commune de Montpellier PB n°226 Lot 11Bis B	<p>Parcelle PB 76 (dont provient la PB 226) :</p> <p>Acquisition à Mme &amp; Mr MAFFRE le 08/02/2006</p> <p>Publié le 31/03/2006 - Volume 2006P n°4774</p> <p>Suivi d'une attestation rectificative le 09/05/2006</p> <p>Publiée le 11/05/2006 - Volume 2006P n°6454</p> <p>Parcelle PB 16 (dont provient la PB 226) :</p> <p>Acquisition suite à ordonnance d'expropriation rendue par le Tribunal d'instance de Montpellier le 16/07/2007</p> <p>publiée le 11/01/2008 - Volume 2008P n°498</p> <p>Suivie d'une attestation rectificative valant reprise pour ordre établie le 12/02/2008</p> <p>Publiée le 20/02/2008 - Volume 2008P n°2806</p> <p>Parcelles PB 101 &amp; 103 (dont provient la PB 226) :</p> <p>Acquisition à Mme BRODARD les 14 &amp; 20/12/2007</p> <p>Publié le 07/02/2008 - Volume 2008P n°2028</p> <p>Suivie d'une attestation rectificative valant reprise pour ordre établie le 06/03/2008</p> <p>Publiée le 14/03/2008 - Volume 2008P n°4012</p>	<b>SERM</b>	<b>SMC LES VILLEGIALES</b>	1 608 652,14 €	<p>Générales : habituelles au CCCT</p> <p>Particulières :</p> <p>- Engagement sur la nature du programme et les prix de sortie</p> <p>Paiement : à l'acte</p>
------------	-----------------	----------------------	---------------------------------	---	--	-------------	----------------------------	----------------	---

					Parcelle PB 35 (dont provient la PB 226) : Acquisition de Mr RODIER le 05/10/2004 Publié le 10/11/2004 - Volume 2004P n° 15903 Parcelle PB 37 (dont provient la PB 226) : Acquisition des consorts RODIER le 05/10/2004 Publié le 10/11/2004 - Volume 2004P n° 15904 Parcelle PB 38 (dont provient la PB 226) : Acquisition de la Commune de Montpellier le 26/01/2006 Publié le 01/03/2006 - Volume 2006P n° 3266 Parcelle PB 122 (dont provient la PB 226) : Acquisition de la Commune de Montpellier le 05/10/2007 Publié le 13/11/2007 - Volume 2007P n° 15492 Parcelle PB 175 (dont provient la PB 226) : Acquisition de la Commune de Montpellier le 12/01/2007 Publié le 20/04/2007 - Volume 2007P n° 5475 Suivi d'une attestation rectificative établie le 16/05/2007 Publiée le 24/05/2007 - Volume 2007P n° 6886				
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--